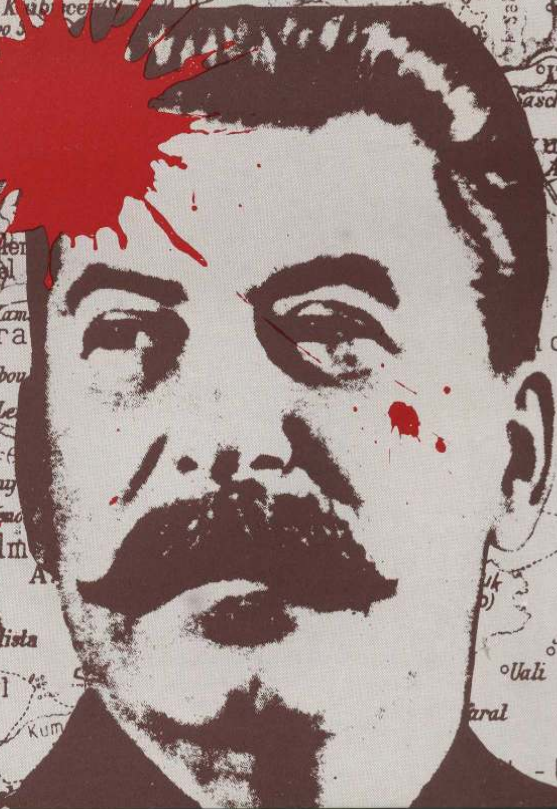


AGORA

CE FROID QUI VIENT DE L'EST

**nouvelles
du socialisme
blindé**



VARSOVIE N'EST PLUS QUE LA BANLIEUE DE MOSCOU

On nous voit les mots. Lorsque nous affirmions l'autogestion, les syndicats ricanent. Aujourd'hui, ils l'ont avalé, digéré et rejeté. Et nous en sommes devenus orphelins. Au temps de nos dénonciations du capitalisme d'Etat, l'extrême-gauche assumait ses incantations aux sauveurs suprêmes et faisait un rempart de mots pour sauver ce qu'il restait d'un soi-disant « Etat ouvrier dégénéré ». Aujourd'hui, recyclés dans l'apocalypse des nouveaux philosophes ou dans les salons de thé de la deuxième gauche, les voilà brûlant ce qu'ils ont adoré et interdisant presque aux autres le label d'opposants à ce communisme blindé qui nous vient de l'Est. Ce n'est pas une raison pour nous taire. Alors, parlons... Mais le fait de dire l'oppression des vieillards du Kremlin, ne nous fera pas applaudir aux assassins du Pentagone. Toujours à la recherche d'une troisième voie (celle d'un socialisme libertaire) qui fasse éclater les deux blocs du capital.

Tel est le sens de ce numéro spécial d'AGORA, où nous avons réédité plusieurs textes ayant paru au cours de ces dernières années dans notre revue. Nous y avons ajouté des articles venant d'une revue amie : IZTOK dont le travail libertaire sur les pays de l'Est est plus que remarquable : il est nécessaire. Nous avons écarté de cette réédition les articles trop marqués par l'actualité, notamment les nombreuses pages publiées sur les événements polonais. Mais nous pensons que pour comprendre ce qu'il se passe à Varsovie, il nous faut regarder du côté de Moscou.

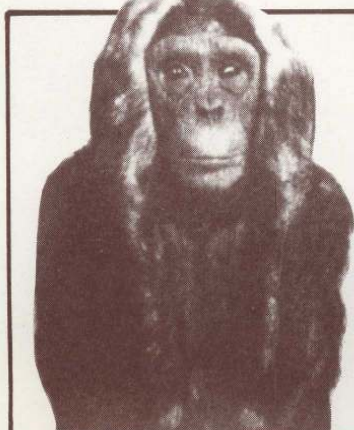
AGORA

Ont été mis à contribution pour ce numéro :

Bisou Fruité, V. Marcos, N. Trifon, Borissov, Iztok, Volny-Epistolier, Markov, Douglas Fairbank, C. Castoriadis, et les copains et copines de l'Atelier de façonnage M.D.P., de l'Imprimerie SACCO, de la Coopérative CARACTERES et du routage A.D.L.
A tous merci.

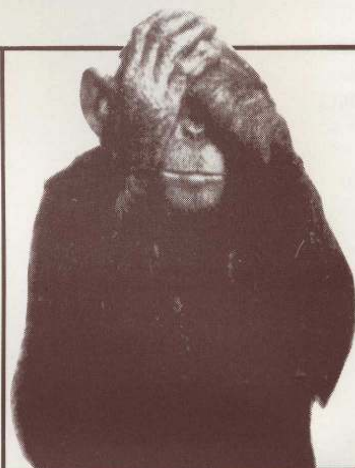
SOMMAIRE

- **Arrêtez-moi si je me trompe** (Bisou Fruité)
- **Yalta** : Un monstre bien utile (V. Marcos)
- **A la conquête de l'Est** (V. Marcos)
- **Chasse aux révoltés** (V. Marcos)
- **Rock à l'Est** (D. Fairbank)
- **Belgrade** : Anarcho-punk (A. Rivista)
- **Mode de domination en Europe** (N. Trifon)
- **SMOT** : un syndicat libre (Borissov)
- **B.B. Cronstadt** (Volny-Epistolier)
- **Bulgarie** : La mer de Sofia (G. Markov)
- **La commune de Leningrad** (Iztok)
- **Parcours des dissidences** (V. Marcos)
- **Modèles de domination** (C. Castoriadis)
- **Cases libres** : Iztok



ARTICLE I

La révolution sera dirigée par la classe ouvrière, elle-même dirigée par le Parti, lui-même dirigé par le Bureau Politique, lui-même dirigé par le Secrétaire Général, En conséquence, toute révolution qui ne sera pas dirigée par le Secrétaire Général, ne peut être qu'une provocation des monopoles capitalistes.



ARTICLE II

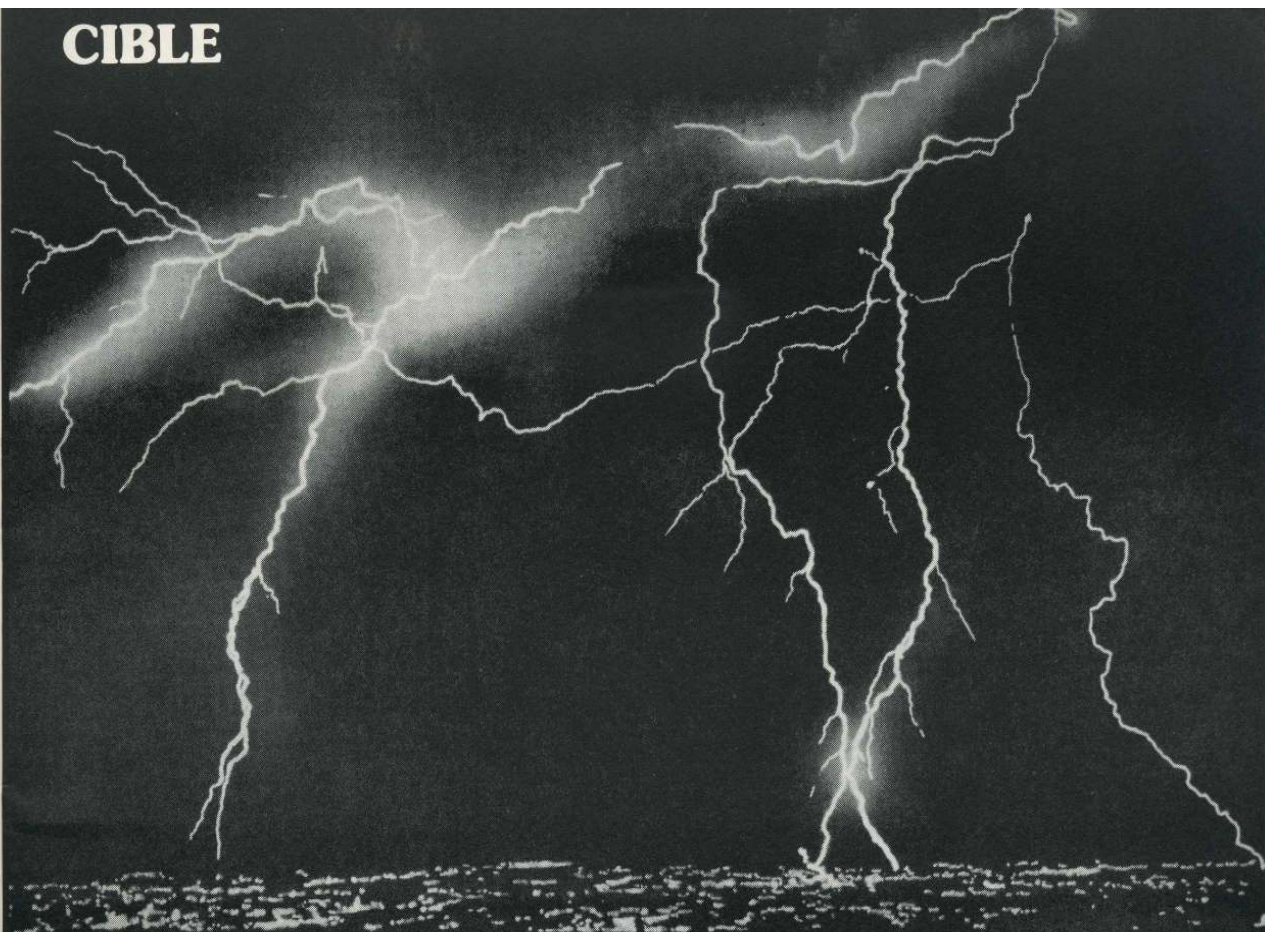
La révolution devant être faite par le Secrétaire Général, nous prions les masses laborieuses de patienter quelque peu, ce dernier étant retenu par d'autres affaires.



ARTICLE III

Nous avertissons notre aimable clientèle que toute révolution réussie par le Parti ne peut être ni reprise, ni échangée. Conservez quand même votre ticket de caisse, vous pouvez être contrôlé à tout moment.

CIBLE



ARRETEZ-MOI SI JE ME TROMPE

En termes de météorologie planétaire, nous vivons le temps des orages. L'Est et l'Ouest guerroient et décrètent leur droit à disposer des peuples. Mais au moment même où leurs forces contrôlent le monde, s'infiltrant dans ses moindres recoins, rampent dans ses plus minuscules égouts, leurs idéologies s'écroulent, la terre s'ouvre sous leurs pieds de géants. Qui peut les dire encore crédibles ? Personne, hormis quelques maoïstes reconvertis dans la nouvelle cuisine des droits de l'homme, ou quelques communistes ayant fait vœu de chasteté sociale depuis le pacte germano-soviétique. Les idéologies ne pouvaient mentir indéfiniment, et les informations, comme toujours, ont fini par parvenir à leurs destinataires : l'Ouest, dans sa boulimie, se dévore lui-même, et l'Est se prend les pieds dans sa classe ouvrière. Stakhanov a épousé Taylor et le Salvador s'est réitéré en Pologne.

Mi-figues mi-raïsans, certains explorateurs auraient découvert une troisième voie. Bougre ! en voilà de la

nouveauté ! La droite ne cesse d'être de plus en plus réactionnaire et indécente, et la gauche de plus en plus frileuse et gestionnaire. L'espoir se brade dans des soldes d'hiver. Ses meilleurs prix s'appellent Pershing et SS-20. Dans ce monde-ci, "plutôt rouges que morts", crient certains. Obstinément, depuis des siècles, nous préférons multicolores et vivants dans un monde libéré. Mais, nous sommes-nous donné les moyens de préférer et de le dire ?

La vague pacifiste et les événements de Pologne ont trouvé une galaxie anti-autoritaire éclatée, morcelée, et, parfois même sans dynamique interne, sans alternative. Tant d'années de silence imposé, tant d'années de parole confisquée, nous auraient-elles rendu muets ? Nous sommes pourtant des centaines de milliers, baroudeurs des libertés, à attendre un signe de nous-mêmes : pour nous rejoindre, agir et basculer ce monde. Un rendez-vous urgent à ne pas manquer. Prêts ? Je compte jusqu'à cinq. Un, deux, trois...

YALTA

UN MONSTRE BIEN UTILE

C'E n'est que par un raccourci simplificateur que l'on parle du partage du monde à Yalta. En effet, dans le contexte de la Deuxième guerre mondiale, trois conférences essentielles eurent lieu entre Roosevelt, Churchill et Staline. A Téhéran (en décembre 43) deux points sont abordés. D'abord l'Allemagne, qu'on prévoit de diviser en plusieurs Etats après la victoire. Ensuite, la Pologne. A cette date, les Russes (grâce au pacte germano-soviétique signé en 1939) en occupent déjà une partie. L'accord entre les trois Grands porte donc sur l'extension de la Pologne, ou de ce qu'il en reste, vers l'Ouest jusqu'à l'Oder. A Yalta (février 1945), Staline se retrouve en position de force pour négocier, puisque ses troupes ont énormément avancé en Europe orientale. Les accords signés sont d'abord de type général. Liberté pour les peuples de choisir leur gouvernement, volonté des vainqueurs d'aider à établir en Europe des gouvernements démocratiques. Mais rien de plus précis, ni de plus concret sur ces points. Malgré bien des divergences, les Alliés décident ensuite des zones d'occupation en Allemagne, puis accordent à Staline la possibilité d'instaurer un gouvernement de type communiste en Yougoslavie (Tito), et enfin, ils s'entendent pour que, d'une part la Pologne rétrocede à la Russie les territoires occupés par elle depuis 1921 ; en échange, la frontière polonaise à l'Ouest, est fixée sur la ligne Oder-Neisse. La troisième conférence, réunie à Potsdam (juillet 45) par Staline, Churchill et Truman, n'aboutit, quant à elle, à aucune nouvelle entente.

YALTA OU LA DÉPORTATION EN MASSE

Quoi qu'on veuille en dire, Yalta n'a pas partagé le monde. Par contre, les traités signés avec les pays de l'Axe dès 1946, ont bouleversé la vie de millions de personnes. Les modifications territoriales, notamment en Allemagne, Pologne, URSS, ont entraîné d'importants transferts de populations. C'est une application de la théorie du droit des Etats à disposer des peuples. Les Allemands de Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Yougoslavie (au total, 12 millions de personnes) ont été envoyés en Allemagne, et les Polonais vivant dans les zones restituées à l'URSS ont dû se rapatrier. Pendant des années, des centaines de milliers de "personnes déplacées"

Yalta.

C'est le mur contre lequel se sont heurtées toutes les volontés qui tentaient de "faire quelque chose" pour la Pologne. Yalta est ainsi devenu une entité diabolique qui ne pouvait être bousculée sous peine de voir surgir une troisième guerre mondiale. Mais qu'est-ce que ce monstre, et à quoi sert-il ?

ont attendu dans des camps que l'on veuille bien décider de leur sort.

Cette mise au point sur Yalta n'a pas une motivation pointilliste, elle ne répond pas au désir de travailler en nuances. Elle permet simplement de rappeler que c'est bien plus tard, au cours des années 50-80, que les impérialismes, tant russe qu'américain, se sont peu à peu partagé les zones d'influence dans le monde, à coups de guerres, de conflits plus ou moins localisés, de pressions économiques plus ou moins déguisées, de conférences plus ou moins avortées.

YALTA, CE N'ÉTAIT QU'UN DÉBUT

La conférence d'Helsinki, en 1975, a consacré ce partage en deux blocs. Conçue dans le cadre des "Droits de l'Homme", elle engageait tous les participants (35 Etats au total), à s'abstenir « de toute forme d'intervention armée ou de la menace d'une telle intervention contre un autre Etat participant. » C'était d'abord l'acceptation, par tous les signataires, d'un état de fait et la porte ouverte à toutes les hypocrisies, qu'elles s'appellent Turquie pour les USA ou Pologne pour l'URSS. Il suffit que le char qui écrase la population ne porte pas l'aigle américain ou l'étoile soviétique pour que les apparences soient sauves. La répression devient alors acceptable puisqu'il s'agit d'une "affaire nationale". C'est ce que souligne le communiqué de l'agence soviétique Tass qui accuse Solidarité d'avoir eu une attitude « contraire aux décisions de la conférence de Yalta, puisqu'elle prévoyait une modification des forces en Europe et tendait à reconsidérer les alliances soviétiques extérieures de la Pologne. »

Se cacher derrière Yalta, c'est justifier, comme un état de fait "naturel", la déportation des populations, les tueries successives qui depuis 37 ans maintenant incendient le monde. On comprend qu'il soit utilisé à tour de bras par les puissances impérialistes lorsqu'elles ont décidé de se jeter sur une proie. Cela permet de pérenniser une situation et donc une domination du monde. Parler de "non-ingérence dans les affaires intérieures" de la Pologne, se servir de cela pour justifier l'immobilisme ou accroître l'impuissance, était tout simplement un mensonge des plus criminels.

LES POLONAIS FONT LA QUEUE POUR PAYER LE PRIX DE YALTA

LE YALTA A ENCORE AUGMENTÉ



A LA CONQUÊTE DE L'EST

DANS le bouillonnement de la Libération, les minorités communistes des pays de l'Est, auréolées d'un antifascisme réel, s'intègrent aisément dans des "fronts patriotiques" et y rejoignent tous les mouvements nationaux de résistance. C'est sur cette base fragile que va se construire la puissance interventionniste soviétique dans ces pays, grâce à une stratégie faite à la fois de finesse et de coups de force à peine déguisés.

LA PEAU DES "DÉVIATIONNISTES"

LA paix revenue, des gouvernements provisoires sont mis en place dans toute l'Europe orientale. Les communistes nationaux, formés à Moscou, y occupent des postes plus ou moins importants. Mais, c'est en réalité le Kominform, III^e Internationale recréée après guerre, qui dirige et canalise leurs différentes évolutions politiques.

Peu à peu, un parti socialiste unique, à direction communiste, se met en place, les parlementaires libéraux étant progressivement écartés des allées du pouvoir. Parallèlement d'ailleurs, le Kominform lance internationalement des campagnes de séduction en vue de grossir les rangs des "compagnons de route", des associations pour la paix, pour les femmes... et de se créer ainsi une sorte de "tampon" occidental qui vienne assourdir les réactions possibles à son impérialisme boulimique.

Enfin, le processus à l'Est sera parachevé avec la formation de gouvernements uniquement communistes qui seront ratifiés par des élections (comme en URSS, à la même date, elles se feront sur des listes uniques de candidats).

Mais tous ces changements imposés ne vont pas sans quelques grincements de dents, même de la part de certains communistes eux-mêmes, qui ne comprennent pas ou n'acceptent pas toujours un tel hégémonisme. Ce sera alors la vague ininterrompue de procès spectaculaires qui élimineront ceux que, depuis lors, le PCUS prendra l'habitude d'appeler "déviacionnistes". Ainsi, la structure politique définitive des pays de l'Est est mise en place. Restait, par une théorie stratégique qui est le pendant du plan Marshall en Europe de l'Ouest, à transformer cette victoire politique en avantage économique, à imposer une "colonisation" avantageuse pour l'URSS sur tous les plans.

COMECON : DE LA CRÉATION A LA CRISE

EN 1949 est créé le C.A.E.M. (ou COMECON) qui rassemble autour de l'URSS : la Bulgarie, Pologne, Roumanie et Tchécoslovaquie. En 1950, la RDA les rejoindra. Aujourd'hui ce sont neuf états, puisqu'il faut ajouter aux précédents : la Mongolie et Cuba.

Dès la création, la pratique qui prévaut au sein du COMECON est celle de "la division socialiste du travail" : chaque pays est spécialisé dans des activités précises et complémentaires aux autres. Mais un tel accord est loin d'être un tant soit peu égalitaire. On constate en fait que la plupart des chantiers ouverts dans le cadre du CAEM l'ont été, comme par hasard, en URSS. Celle-ci absorbe

A partir de 1947, l'Union Soviétique dont l'avancée des troupes en Europe orientale pendant la guerre avait été importante, entreprend de modeler à son image, les territoires occupés. Ce qu'on appelle la "soviétisation" pourrait plus justement se désigner comme colonisation et exploitation.

aujourd'hui 40 % des ventes de biens d'équipements de ses partenaires et acquiert auprès d'eux 70 % des machines qu'elle importe. Tout ceci, bien sûr, à des prix relativement bas. Mais, c'est dans le domaine énergétique que l'exploitation est la plus éhontée. En effet, la formation des prix sur le marché a toujours avantagé l'URSS qui reste le fournisseur essentiel de produits énergétiques.

L'ensemble de ces données a donc accru l'intégration et la dépendance des pays de l'Est, en même temps que l'inégalité de développement entre les participants. De là des réticences, dont les plus fortes sont aujourd'hui exprimées par la Roumanie.

La période des années 70 montre une évolution importante au sein de ce contexte. En effet, dans tous les pays, à l'exception de la RDA, la production augmente moins vite que les investissements. C'est au détriment des produits de consommation que se maintient une faible croissance. D'autre part, pour maintenir celle-ci dans les secteurs essentiels, tous les pays socialistes ont dû faire appel, à des degrés différents, à l'étranger. En 1980, les six pays satellites devaient à l'Occident quelques 55 milliards de dollars. Treize pour la Roumanie, 27 pour la Pologne (on a pu voir d'ailleurs la modération des banquiers occidentaux face aux événements polonais : le capital n'a toujours pas de frontières). Mais l'endettement de ces pays est tout aussi important vis-à-vis de Moscou, ce qui permet

à celui-ci d'avoir un moyen de pression qui se révèle très efficace.

LES CHARS DE LA "LIBERTÉ SOCIALISTE"

CETTE pression a aussi pris une allure militaire depuis la création, en 1955, du Pacte de Varsovie. Equivalent de l'OTAN, créé à la même époque, il place la totalité des armées nationales sous l'autorité russe. Les troupes soviétiques stationnent donc en permanence, et en toute légalité, dans les pays de l'Est. Il y aurait par exemple quelque 40000 soldats russes en Pologne. 2.

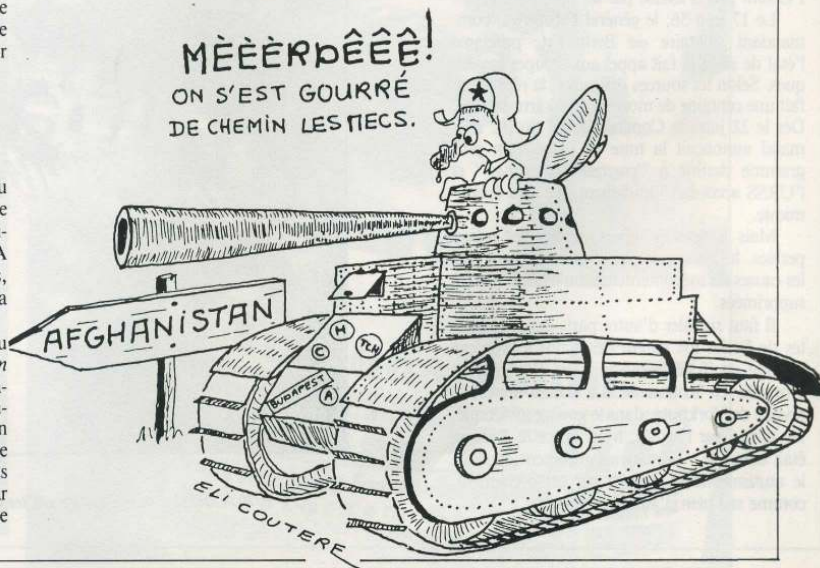
Les rapports entre les diverses armées sont des plus étroits, les manœuvres les rassemblant, des plus nombreuses. A l'heure actuelle, c'est le maréchal Koulinov qui se trouve à la tête du Pacte. Sa présence à Varsovie, au moment de la mise en place de l'état de guerre, n'en est que logique.

Qu'elle soit politique, économique ou militaire, la colonisation russe est donc assurée depuis fort longtemps, et même si depuis quelques années des réticences s'expriment (la Roumanie est de celles qui rechigne le plus), il semble peu probable que des changements importants soient permis par les dirigeants du Kremlin. Dans cette chaîne, un maillon qui sauterait, même le plus faible d'entre eux, remettrait en cause l'ensemble. Et cela, le "grand-frère russe" n'est pas prêt de l'accepter.

L'INVASION DE LA POLOGNE RETARDÉE

MÈÈÈRÈÈÈÈ!

ON S'EST GOURRÉ DE CHEMIN LES PIECS.



HISTOIRE

CHASSE AUX RÉVOLTÉS

«IL EST POSSIBLE QU'IL N'EXISTE PAS D'AUTRE MÉMOIRE QUE CELLE DES BLESSURES» (Milosz).

CHAQUE fois que les ouvriers sont descendus dans la rue, chaque fois qu'ils ont remis en cause les piliers du régime (le PC, "l'amitié avec le grand-frère russe", le Pacte de Varsovie), la machine répressive s'est mise en branle. Mais, même si la répression a été violente, partout les grèves passives, l'absentéisme, montrent à l'évidence, et entre autres choses, que la situation n'est jamais "normalisée" en profondeur.

Car la crise est trop grave, et de fait, en l'absence de pouvoirs intermédiaires ou diversifiés, toute protestation, à quelque niveau qu'elle se situe, de la plus révolutionnaire à la plus réformiste, ne peut que rentrer en conflit avec les centres mêmes du système : l'Etat et le Parti.

BERLIN : 1953

LA RDA, au sein du COMECON, dès 1950, a une place de choix. Spécialisée dans l'industrie lourde, elle se doit de maintenir une productivité à toute épreuve. Le stakhanovisme dernière trouvaille du PC soviétique est partout présenté comme le "nec plus ultra" du socialisme. En RDA, les normes de production sont donc augmentées de 10 % sans augmentation de salaires. Certains de ceux-ci se retrouvent du coup amputés de 30 à 40 %. A l'annonce de ces mesures, des révoltes ouvrières éclatent à Berlin-Est, mais aussi dans tous les centres industriels importants de l'Allemagne de l'Est : Leipzig, Dresde, Magdebourg et les ports de la Baltique.

La grève générale s'amplifie et les revendications s'élargissent. Peu à peu, surgissent des "comités d'initiative" qui d'une part tendent à se substituer aux administrations officielles, d'autre part exigent, outre des élections libres, le départ des soviétiques stationnés en RDA. Dans plusieurs villes allemandes, les sièges du PC sont pris d'assaut par les manifestants.

Le 17 juin 56, le général Dibrouta, commandant militaire de Berlin-Est, proclame l'état de siège et fait appel aux troupes soviétiques. Selon les sources officielles, la répression fait une centaine de morts et 2500 arrestations. Dès le 22 juin, le Comité Central du PC allemand annonçait la mise en place d'un programme destiné à "corriger ses erreurs" et l'URSS accordait rapidement une aide économique.

Mais longtemps après encore, les grèves perlées, la résistance passive, montraient que les causes du mécontentement n'avaient pas été supprimées.

Il faut signaler d'autre part, que les émeutes de Berlin-Est eurent des échos à la même période en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Hongrie, en Roumanie. La même année, la révolte de Vorkouta, dans le goulag soviétique, fut matée par l'armée. Mais là, cette dernière était chez elle : ce mauvais argument explique le mutisme de l'Occident sur cet événement, comme sur bien d'autres d'ailleurs.

UN lien étroit unit les ouvriers de Berlin-Est de 1953, à ceux de Pologne 81. L'ensemble des classes ouvrières des pays de l'Est a en effet connu la répression exercée, directement ou indirectement, par les troupes du Pacte de Varsovie.

Même si la situation a profondément évolué dans l'empire russe, on retrouve depuis 1947 des revendications analogues exprimées tant à Berlin, qu'à Budapest, Prague ou Varsovie.

POZNAN : 1956

POUR des raisons d'abord économiques, des insurrections ouvrières éclatent en Pologne en juin 1956. Là encore, les ouvriers s'organisent en Conseils. Les troupes soviétiques interviennent et le PC est épuré : Gomułka est réélu au Comité Central. Il promet des changements, élimine des cadres administratifs et supprime les entreprises agricoles, nationalisées auparavant.

HONGRIE : 1956

DÈS 1953 on assiste à une certaine libéralisation dans le PC hongrois. Imre Nagy, tenant de la "nouvelle ligne" est malgré tout renversé par les staliniens de l'appareil. En octobre 1956, le mouvement ouvrier s'organise en Conseils, les grèves et les manifestations s'amplifient. Les revendications portent à la fois sur : la mise en place d'élections libres, la suppression de la police secrète,



1970, Gdansk : la milice tire sur les ouvriers

le retrait des troupes soviétiques du territoire hongrois. Celles-ci, à l'appel du PC, interviennent une première fois. Fait unique, elles sont repoussées par les ouvriers, les étudiants et la troupe hongroise commandée par Maletier. Le PC hongrois tente alors de jouer la carte du renouveau. Nagy, rappelé, devient premier ministre et, à la tête d'un gouvernement d'union, annonce le retrait de la Hongrie du Pacte de Varsovie.

Cette dernière mesure provoque l'intervention immédiate des troupes de l'ensemble des pays de l'Est. Le parti est rapidement remis en place avec, à sa tête, Kadar. La répression frappe au sein du PC : Nagy et Maletier se retrouvent à Moscou. Nagy a probablement été exécuté en 58. Des tribunaux spéciaux fonctionnent pendant toute l'année 1957, au cours de laquelle, grèves et manifestations, prennent peu à peu fin.

PRAGUE : 1968

EN Tchécoslovaquie, la déstalinisation a été plus tardive que dans les autres pays satellites, comme le montre le maintien de Novotny à la tête du PC en 1967. Face aux "durs" se dressent peu à peu les libéraux, dont le chef de file, Dubcek est secrétaire général du PC slovaque. Il est élu, en janvier 68, à la tête du PC tchèque. L'élimination de l'équipe plus stalinienne est marquée par la démission de Novotny de la Présidence de la République où il est remplacé par le général Svoboda.

Le "Printemps de Prague", au départ, ne s'exprime que par des changements d'équipe, d'orientation au sein du PC. Mais le socialisme "à visage humain" de l'équipe Dubcek est amené à faire des concessions de plus en plus grandes à une opinion publique qui prend goût à la liberté d'expression. Et, pour Moscou comme pour tous les pouvoirs du monde, la liberté est une drogue très dangereuse qui doit être consommée à des doses homéopathiques. Le 21 août 1968, les troupes du Pacte de Varsovie (à l'exception de la Roumanie) pénètrent dans Prague.

L'accord de Moscou, signé par Dubcek, marque la fin du "printemps". La "normalisation" s'accélère : Dubcek est écarté. Des procès, en 1972, épureront le PC à la tête duquel Husak assurera désormais la pérennité des liens "d'amitié" avec le Kremlin.

POLOGNE : 1970-1976

DEPUIS 1953, le renouveau de Gomulka a montré ses limites. La crise dans les pays de l'Est provoque la hausse des produits alimentaires. Les ouvriers révoltés de Gdansk et de Gdynia, au nom d'un "communisme démocratique", déclenchent d'importantes grèves. A Gdansk, le siège du PC est incendié. Le PC polonais n'aura pas besoin de faire appel aux troupes du Pacte. Milice et armée se chargeront de la répression qui, officiellement, fera 45 morts et 1165 blessés. Les "Gomulkistes" (Gomulka en tête) seront éliminés au profit d'une équipe plus technocrate animée par Gierek.

En 76, de nouvelles hausses des prix, une nouvelle dégradation de la vie économique, provoquent des manifestations à Radom. Encore une fois, la répression purement polonaise suffit et Gierek, pour un temps, reprend son programme.



Trybuna Ludu, 17 décembre : « Il n'est pas nécessaire de commettre un délit pour être interné. Le seul fait de présenter le danger d'en commettre un suffit ».

SUR LES PAYS DE L'EST

DEPUIS sa création, *Agora* a publié de nombreux articles concernant les pays de l'Est dont certains sont reproduits dans ce numéro spécial. Pour les autres, en voici les références :

- **Yougoslavie** : Autogestion par décret (Slobadan Drakulik, n° 1, février 1980).
- **URSS** : Repères pour un boycott (*Agora*, n° 1, février 1980).
- **URSS** : Le régime social de la Russie (Cornélius Castoriadis, n° 1, février 1980).
- **Repères** : Sur la dissidence (Martin Zemliak, n° 1, février 1980).
- **Pologne** : Démocratie directe ? Oui, merci ! (Tony Alvarez, n° 3, octobre 1980).
- **URSS** : Horizons du socialisme blindé (Abraham Guillen, n° 5, février 1981).
- **Hongrie** : 1919, la commune de Budapest (Roland Biar, n° 6, juin 1981).
- **Yougoslavie** : Emeutes à Kosovo (Violette Marcos, n° 7, octobre 1981).
- **Pologne** : Vers une autogestion à la Yougoslave ? (V. Marcos, n° 8, décembre 1981).
- **Hongrie** : 1956, l'octobre hongrois (Suzanne Körösi, n° 8, décembre 1981).
- **Pologne** : Varsovie n'est plus que la banlieue de Moscou (V. Marcos, n° 9, février 1982).
- **URSS** : Nouvelles du socialisme blindé (V. Marcos, n° 9, février 1982).
- **Pologne** : Solidarność à la croisée des chemins (V. Marcos, n° 12, octobre 1982).
- **Pologne** : La dictature entre l'uniforme et le complet veston (V. Marcos, n° 13, décembre 1982).
- **Pologne** : Libertaires polonais (groupe Sigma, n° 14, février 1983).
- **Pologne** : Le retour du printemps (V. Marcos, n° 17, juin 1983).



ROCK A L'EST



LA dernière attaque en règle a été menée en URSS contre le groupe "La machine du temps". Dans la "Komsomolskaia Pravda", organe des jeunesses communistes est publié en avril, une lettre réquisitoire de plusieurs artistes et responsables culturels de Krasnoïarsk, en Sibérie. Tous les arguments habituels sont alignés contre le groupe rock : « ... véhicule de l'idéologie occidentale... arme des services secrets américains... il est impossible d'appeler cela de la chanson... leurs intonations ne sont pas masculines... ils s'habillent n'importe comment, avec des chaussures de montagne, des casquettes de plage et des ficelles en guise de cravate... ils s'écartent de la tradition de la culture nationale ». Ce qui fait peur, c'est le succès du groupe, de leurs textes subversifs : « Je n'ai pas cru aux promesses/ Et je ne croirai pas non plus à l'avenir/ Croire aux promesses n'a plus de sens. » Ou encore : « Porter des masques/ Ce n'est que sous un masque qu'on peut être soi-même. » On comprend que les autorités s'irritent « du danger d'injections d'idées aussi douteuses. Du mauvais goût au cynisme, il n'y a qu'un pas ». Et l'on sait qu'à l'Est, le cynisme est monopole d'Etat.

Musicien ouvrier syndiqué

LA vague de production rocker occidentale vient mourir sans force dans les pays de l'Est où l'on s'arrache les disques sur un marché noir toléré par les autorités. L'Occident reste le point de mire de groupes qui ont du mal à s'exprimer. Les barrières sont nombreuses et pour tout dire con-

LES réactions du mastodonte bureaucrate sont sans imagination. Les condamnations de la culture rock se succèdent dans la presse des pays de l'Est sans réussir à avoir un impact réel sur les choix de la jeunesse. Déjà en décembre 1977 on trouvait affirmé dans la "Gazetta" : « Les punks sont la tendance bourgeoise la plus réactionnaire à avoir jamais existé. » Phrases toutes faites, bulldozer idéologique, parade sans effet sur une multiplicité de besoins des jeunes (plus ou moins manipulés, avec retard, par les goûts de l'Occident), et surtout inopérante étant donné la mobilité (création, disparition) des groupes rocks.

SOLIDAROCK

tradictioires avec la culture rock. Les difficultés matérielles (coût du matériel) et artistiques (où trouver des scènes pour jouer alors que, par exemple en Pologne, c'est le gouvernement qui est seul organisateur de tournées), s'ajoutent en carcan imposé à toute expression musicale. Le musicien est classé en tant qu'ouvrier et pour l'être, il lui faut se syndiquer. Les tirages de disques sont extrêmement limités et il n'existe pas de pourcentages sur les ventes. On touche un fixe à l'enregistrement ou, pour les concerts, on est payé au nombre de musiciens. Cette mesure qui pourrait être profitable aux "petits" et aux "expé-

mentaux", se retourne de fait contre eux, quand on sait le processus à suivre pour obtenir le droit d'enregistrer.

« Pour devenir un artiste officiel en Pologne, il faut d'abord passer par une école de musique professionnelle et gagner 5 étoiles, grades qui permettent d'accéder au statut "agréé" et au studio d'enregistrement. En principe, les autorités vous les octroient après 17 ans d'études, ce qui pour n'importe quel kid embarqué dans cette galère, se traduit par la certitude de ne pouvoir enregistrer que vers 35 ans. » (1)

Et pourtant, ils existent et s'expriment.

SOLIDAROCK

A ce titre, la Pologne a une fois de plus été exemplaire. Il y eut un temps de recherche où l'on s'est contenté de copier ce qui se faisait en Occident, comme Isabella Trojanuska enregistrant avec le groupe "Manam": textes mélés et voix de Nina Hagen. D'ailleurs, les autorités ne s'y sont pas trompées. Après le coup d'Etat, les concerts ont tout d'abord été interdits, puis, c'est elle qu'on autorisera à enregistrer un deuxième album, en plein état de siège, et qu'on utilisera politiquement en lui permettant, début mars, de se produire à Varsovie au cours de trois concerts, devant un rare public n'atteignant même pas les 1000 personnes.

Non, la véritable histoire du rock polonais tourne autour de groupes comme "Deadlock" et "Kryzys". Le plus vieux, "Deadlock", originaire de Gdansk, s'est formé en 77, puis dissous, puis reformé en 79. Il joue une musique punk dure, mais sans trop de recherche étant donné son indigence en matériel et puis aussi parce que pour eux "la musique ce n'est pas la technique, mais l'émotion". Pour pouvoir se produire il doit accepter d'assurer la première partie des artistes officiels. En août 80, liberté politique aidant, il assure avec "Tilt" et "Kryzys" une tournée dans le pays. Plus de 2000 personnes se réuniront au stade de Varsovie pour les écouter. Leur disque "Ambicja" (Ambition) prélude à leur séparation. Au moment d'être enfin connus, ils ont un sursaut contre ce qu'ils perçoivent comme une récupération. Le chanteur fera taire sa voix et se contentera de jouer de la guitare. En 81, ils se réuniront avec "Kryzys" (Crise).

Ce dernier groupe est né en 78. Plus politisé, il reçoit l'influence du reggae (en jouant la version polonaise de "Get up Stand up"). Son premier disque sera enregistré lors d'un concert donné à l'usine de tracteurs Ursus dans la banlieue ouest de Varsovie. Ils sont alors distribués en Europe, alors que théoriquement, on ne peut vendre des disques à l'étranger. Mais protégés par leur succès ils feront la couverture du "Music Week" et du "Billboard" et même la "Vie Ouvrière" cégétiste en parlera. Une agence russe les contacte pour une tournée en URSS. Refus de certains dont le chanteur Robert Brylewski

et le batteur Maciej, qui créent en compagnie de membres de l'ex-"Deadlock", la "Brigada Kryzys".

Début décembre, bloqués par l'évolution de leur musique et par l'arrivée de la dictature, certains partiront pour Berlin-Ouest pour fonder un nouveau groupe, "White Volcanoes". Barclay avec un sans-gêne incroyable, étiquettera leurs disques sortis en France (2): "Soutien au rock polonais" et à travers sa collection "Blitzkrieg Records" nous les fera connaître avec une pochette dessinée par Christian Chapiro, plus connu sous le nom de Kiki Picasso, ex-Bazooka.

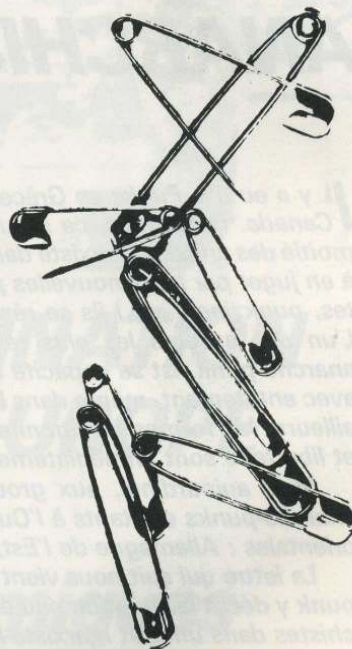
FLORAISON ROCK

Malgré le coup de frein récent, l'URSS a toléré ces dernières années le développement de la musique rock. Il y a même un hit parade publié par le "Moskovsky Komsomlets" sur la base du courrier des lecteurs.

En Tchécoslovaquie, la répression a eu la peau d'un des meilleurs groupes: "Plastic People of the Universe" (3). En 74-75 ils font un concert en compagnie d'un autre groupe, "DG 307", et du chanteur contestataire Karel Sokoup, signataire de la Charte 77. "Plastic People" est interdit, sa ferme incendiée, Karel Sokoup condamné à 6 mois de prison pour "trouble de l'ordre public". Sans compter les tracasseries et la répression hypocrite... Sokoup prendra 10 mois de prison en plus, peu après, pour avoir chanté au cours d'un mariage des "paroles obscènes", entendez... subversives. Il sera déchu de sa nationalité, perdra donc son travail et devra s'exiler, aujourd'hui en France.

En Yougoslavie, le succès reconnu d'un groupe (passablement teinté de nationalisme) comme "Les Idoles" (Srdjan Saper et Vladimir Divljan) masque l'existence d'autres rockers aux noms évocateurs: "Le Théâtre Sale", "Triste Franz", "Pierre et les Méchants Loups", "Contrôle ouvrier", "Guerilla Urbaine"...

Dans un système pesant sur la vie quotidienne, quelle musique mieux que le rock pouvait évoquer la révolte? Pas à pas, ses conquêtes se font certaines. Les prévisions des "Idoles" sont justes: « On va vers des années de cassure dès à présent. Voici venir le temps d'une fermentation fructueuse. Là où la turbulence du monde atteindra son



maximum, apparaîtra nécessairement un nouvel ordre des idées ».

Douglas FAIRBANK

- (1) du mensuel "New Wave"
- (2) Discographie:
 - Deadlock: "Ambicja" (Barclay 200.174)
 - Kryzys, (Barclay 200.173)
 - Deadlock + Kryzys (45 t.): "Meilleurs parfums de la Révolution", (Barclay).
- (3) Edité en disque parallèle par Jacques Pasquier, le même qui a balancé un cendrier à la tête de Polac dans le "Droit de Réponse" consacré au show-biz.

PUNKS HONGROIS, NO FUTURE !

Mai 1984, les quatre membres du « Commun Punk Group » hongrois sont condamnés à deux ans de prison ferme. Istvan Benko, 21 ans, Bela Haska, 20 ans et Zoltan Nagy, 20 ans ont été, malgré tout laissés en liberté en attendant la décision de la cour d'appel. Ils avaient déjà purgé quatre mois de préventive. Le groupe originaire du Sud de la Hongrie avait rejoint Budapest depuis deux ans et il y jouait, sans autorisation dans les centres culturels de la banlieue. Ils étaient assez connus et ont fait scandale avec des chansons comme « I want anarchy » et « Soviet nukes are nukes too ».

Le rouleau compresseur n'a pas hésité à les mettre sous les verrous. Motifs invoqués: « nihilisme préjudiciable à la sûreté de l'Etat » et « apparence extérieure extrémiste ». No future !



LETTRE DE BELGRADE

« NOUS, PUNKS ANARCHISTES... »

Il y a eu des Punks en Grèce, au Brésil, en Finlande et au Canada. Désormais, ce mouvement, né dans la seconde moitié des années 70, existe dans de très nombreux pays. Et, à en juger par leurs nouvelles productions (disques, cassettes, punkzines, etc.) ils se répandent comme un incendie. L'un des aspects les plus révélateurs de ce phénomène anarcho-punk est sa capacité à prendre racine et à résister avec entêtement, même dans les régimes totalitaires où par ailleurs, les formes traditionnelles de l'opposition politique et libertaire sont immédiatement décapitées.

Mais aujourd'hui, aux groupes musicaux et politiques anarcho-punks existants à l'Ouest s'ajoutent ceux d'Europe orientales : Allemagne de l'Est, Pologne, Yougoslavie, etc.

La lettre qui suit nous vient de Yougoslavie. Un anarcho punk y décrit la situation peu enviable faite aux Punks anarchistes dans un Etat marxiste-léniniste.



Chers amis,

Le mouvement punk a débuté en Yougoslavie en 1977, avec le groupe « PANKRTI » (Batards), qui même aujourd'hui, selon mon avis, reste le plus intéressant. En 1977, dans une interview, leur chanteur déclarait : « Le mouvement punk se caractérise par un refus du passé. Mais ce n'est pas un refus absurde. Nous voulons établir des relations plus humaines entre les gens. Il ne s'agit pas, pour nous, comme on le dit partout, de propager la violence. De nouveaux rapports humains ne peuvent s'établir qu'en rompant avec la situation actuelle. Il s'agit de changer les choses. »

Leur chanson « Anarchiste », enregistrée en 1978, a été la première chanson anarcho-punk en yougoslave. Par la suite, d'autres groupes ont émergé, mais seuls quelques-uns parmi eux ont enregistré des disques.

En fait, il ne faut pas oublier qu'ici, il n'existe aucun studio indépendant : ils sont tous gérés par l'Etat. Parmi les groupes qui ont pu faire des disques, il faut absolument citer : KUZLE (« Streghe »), URBANA GERLA (« guérilla urbaine »), TERMINI (« Termites »), INDUST BAG, etc.

A Belgrade, la capitale, les premiers groupes sont apparus en 78. Mais c'était en fait plus une mode qu'autre chose. Il ne s'agissait pour eux que de se déguiser en punk pour se promener dans les rues. Il y avait aussi des groupes hardcore punk qui ne se limitaient qu'à copier leurs homologues anglais ou américains. Ensuite, il y a eu le groupe anarcho-pacifiste EUTANAZIJA (« Euthanasie »), dont les participants avaient en moyenne 18 ans et dont le slogan de base était : « si le punk n'était que de la musique, ce serait de la merde ». Ils aimaient Crass, Poison Girls, Of Pink indiens, etc. Leur but est de promouvoir les idées anarchistes et le pacifisme. La musique n'est que l'une de leurs activités. Ils font aussi les fanzines (ou punkines, si on préfère). Ils traduisent aussi des textes anarchistes (Malatesta, entre autres) et produisent des vidéos.

Leur but est de provoquer les gens afin de les pousser à réfléchir. Mais à Belgrade, il n'existe pas de lieux pour les Punks. Ils en sont donc réduits à jouer dans les écoles, dans les salles de spectacle. Dès lors, ils ont souvent des problèmes. Ainsi, une fois ils ont été expulsés au cours d'un concert, dès la troisième chanson. On leur reproche le contenu de leurs textes. Une autre fois, ils furent agressés par une bande de jeunes.

Le groupe « Euthanasie » a beaucoup plus de fans : leurs cassettes sont enregistrées sur demande. Dans leurs textes, ils parlent de l'armée, des politiciens, de la police, du Grand Frère, de la guerre, de l'aliénation et de bien d'autres choses.

Ils sont contre la drogue, même si le problème ne les concerne pas directement. D'autre part, nous, les anarcho-punks avons constamment des problèmes avec la police qui ne supporte même pas de nous voir dans la rue. Ainsi, le bassiste d'Eutanazija a été convoqué au commissariat une fois. Il a alors découvert qu'il faisait l'objet d'un volumineux dossier. Et ce dossier ne sera jamais refermé, car il s'agit d'un punk, et cela suffit.

De toutes façons en Yougoslavie, tous les citoyens sont fichés et tout ce qui les concerne est mis sur informatique : l'Etat policier sait, à tout moment tout ce qui concerne l'ensemble de la population.

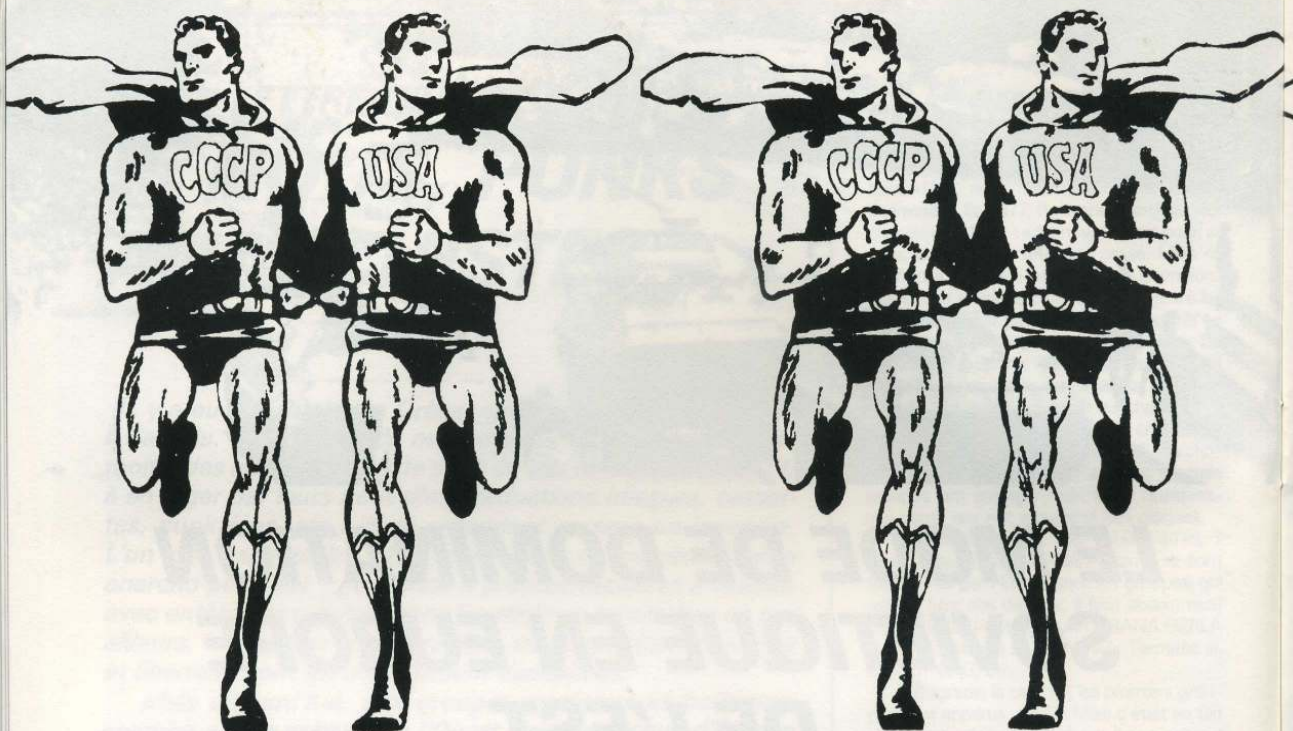


LE MODE DE DOMINATION SOVIETIQUE EN EUROPE DE L'EST

***(les limites économiques
et enjeu social)***



Un groupe de déportés dans un bagne sibérien à la fin du siècle dernier



DENONCER aussi bien l'URSS que les USA pour leurs agissements sur le plan international constitue sans doute la seule position de principe que nous puissions adopter en tant que libertaires. Mais s'en tenir là, se contenter de répéter cette évidence, c'est hypothéquer, à moyen terme, la pertinence de nos analyses, la crédibilité de nos propositions et l'efficacité de notre action. Le renvoi dos à dos des 2 superpuissances comporte sur le plan critique un inconvénient de taille : il crée et entretient une fausse symétrie entre les modes de domination propres à l'URSS et aux USA. Argument efficace à une époque où certains « découvraient » les similitudes, souvent réelles entre l'URSS et les USA, cette fausse symétrie peut conduire aujourd'hui à une situation embarrassante sinon pernicieuse. En effet, il est plus facile de qualifier et de dénoncer les USA que l'URSS comme impérialiste. Les USA répondent mieux aux critères consacrés — depuis notamment Lénine — de définition de l'impérialisme (suprématie du capital financier) ainsi qu'au discours courant sur et contre l'impérialisme (discours forgé, depuis la dernière guerre, en fonction, surtout des USA). L'URSS correspond mieux à l'acceptation antérieure du terme, à savoir « empire », « expansion ». Cela dit, à moins d'être idiot ou pro-soviétique — par intérêt ou par idéal —, on ne peut pas ne pas s'apercevoir que l'URSS concurrence sérieusement et depuis un bon moment les USA dans le domaine de l'agressivité. Ce décalage entre l'analyse et l'observation a entraîné bon nombre de gens soit dans ce que j'appellerai une impasse gauchiste soit, dans une dérive altan-tiste droitiste.

La première attitude consiste dans la tentative, en dernière instance vouée à l'échec, de faire coller à tout prix l'URSS à l'image consacrée de l'impérialisme. La seconde réside dans la mise entre parenthèse, dans l'« oubli » de la réalité de l'impérialisme américain devant l'accroissement du danger soviétique. S'il est hors de question pour nous, libertaires, dans la conjoncture historique

actuelle de minimiser les méfaits de l'impérialisme américain (le travail de N. Chomsky en ce sens me semble capital pour le mouvement anarchiste international) il n'est pas moins urgent de repenser l'impérialisme à partir de ses formes de manifestation actuelles, souvent surprenantes, donc de remettre en question les critères consacrés — caducs parfois même à l'égard de l'impérialisme des USA. C'est là un travail de longue haleine dont les premiers bénéficiaires seraient les Pays de l'Est mais qui concernerait, peut-être plus qu'on ne le pense, également les pays du Tiers-Monde. En attendant la tâche que nous pouvons nous donner en priorité est d'analyser, de dénoncer et de combattre les modes de domination des deux super-puissances à partir et en fonction de ce qu'ils comportent de spécifique. Sans négliger pour autant les points communs et surtout de telle manière que la spécificité, la particularité ne soit pas érigée en critère de valeur.

MYTHOLOGIE ET HISTOIRE

AVANT d'aborder l'enjeu social du mode de domination soviétique, je voudrais brièvement faire le point sur ses formes historiques de manifestation au niveau économique, de manière aussi réaliste que possible afin d'expliquer et de critiquer une certaine mythologie qui prévaut à ce sujet dans les Pays de l'Est.

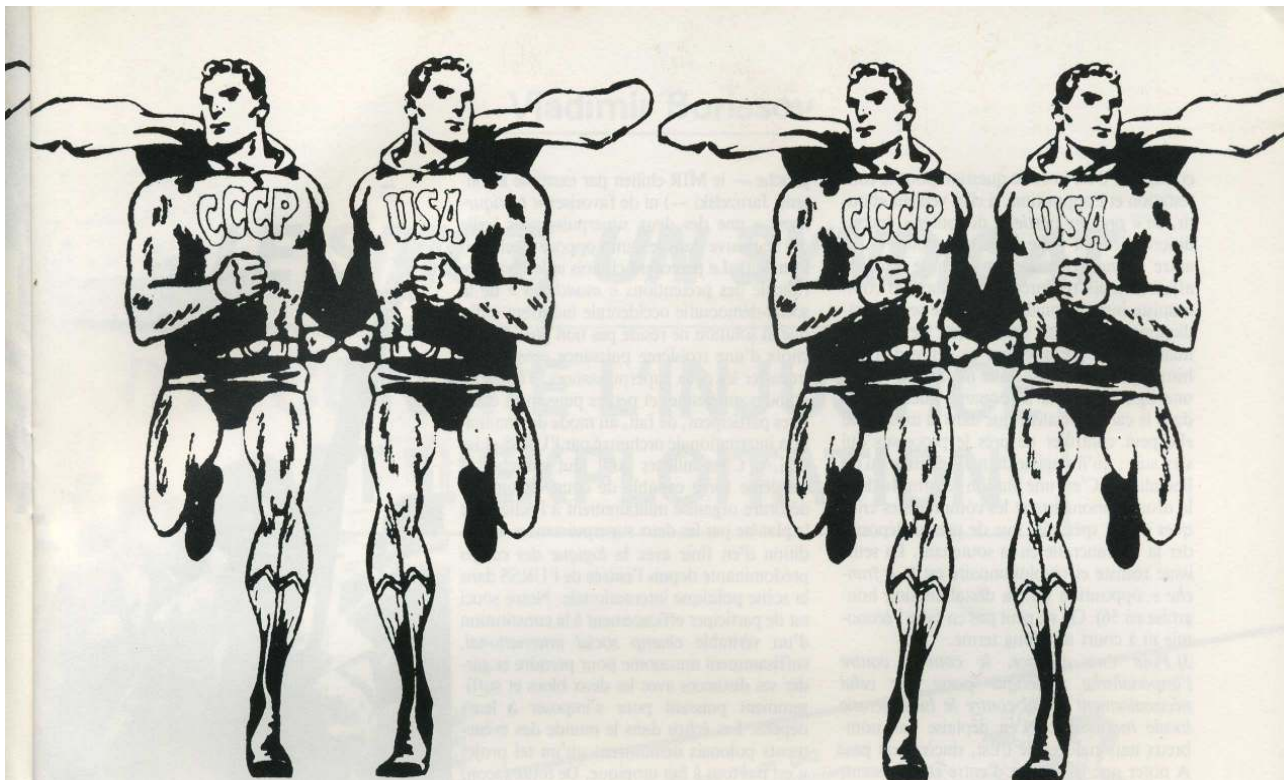
— *Annexionnisme* pur et simple de régions (ex. la Bessarabie roumaine devient en 1940 la RSS de Moldavie) ou de pays entiers (ex. les Républiques Baltes).

— *Exploitation directe*, à la fin des années 40 et au début des années 50, dépourvue dans la plupart des cas de couverture juridique, surtout dans le cadre du pillage organisé des matières premières (ex. charbon polonais, pétrole roumain). De nos jours, le gaz afghan subit le même sort. Une autre forme de pillage, moins « fructueuse » pour des raisons faciles à deviner, était le démontage de certaines installations industrielles et leur

transfert en URSS ; étaient concernés non seulement les anciens alliés militaires de l'Allemagne nazie — comme la Roumanie — mais aussi, dans une moindre mesure des pays comme la Tchécoslovaquie.

— *Freinage et reconversion* de secteurs industriels est-européens technologiquement avancés, qui pouvaient faire concurrence aux secteurs équivalents soviétiques. Cette mesure qui s'inscrivait dans une logique de domination économique à long terme, a touché en premier lieu les pays industrialisés comme la Tchécoslovaquie ; néanmoins, un pays nettement moins développé comme la Roumanie a subi un phénomène similaire (ex. la reconversion de son industrie aéronautique en usine de tracteurs).

— *Tentative impérialiste « classique »* au début des années 60, sous Khrouchtchev à travers le projet d'intégration économique du camp socialiste par le COMECON. Depuis sa fondation en 1949 le COMECON couvrait un système d'échange inégal, favorable à l'URSS ; mais son champ d'action était limité. En 1960 on assiste à la fois à une volonté d'élargissement du COMECON, à une escalade dans l'inégalité des rapports entre les pays membres et, à moyen et long terme, à une tentative de modification des économies de ces pays. La multinationale krouchtchévienne se donnait comme moyen la « planification unique » et comme objectif l'« intégration totale » ; elle voulait déboucher sur une « division internationale socialiste du travail » entre les pays développés et sous-développés sous l'égide de l'URSS. Selon leurs chances d'occuper le haut ou le bas de la hiérarchie qui se dessinait, les milieux dirigeants des différents pays de l'Est se montraient plutôt enthousiastes (Tchécoslovaquie, RDA) ou plutôt réticents (Pologne, Hongrie). Seule la Roumanie s'est opposée catégoriquement au projet. Sa participation se limitait à l'agriculture et à la fourniture des matières premières ; ce projet aurait signifié pour les roumains la baisse de la croissance et de l'expansion, l'accroissement de la dépendance économique et aurait entraîné l'exploitation



de la Roumanie par ses partenaires technologiquement plus avancés. L'abandon en juillet 1963 du projet n'est pas seulement dû à la seule opposition roumaine (dont la bureaucratie dirigeante tirera sur le plan international et national un immense prestige politique). Vraisemblablement l'URSS n'était pas persuadé en cette période de sa capacité de dominer technologiquement le nouveau complexe économique.

— La crise énergétique du début des années 70 et ses multiples retombées dans le monde entier ont accru la dépendance économique des Pays de l'Est à l'égard de l'URSS. A noter que c'est également le cas de la Roumanie qui est le seul producteur de pétrole de la région. Tout laisse à prévoir dans les années qui viennent une accentuation de cette dépendance dont l'URSS entendra tirer un maximum de profits ; non seulement politiques mais aussi économiques.

TROIS THÈSES PRÉALABLES

BRUTALE, cynique, souvent improvisée, pas toujours efficace, parfois facteur de régression, la domination économique perpétuée en Europe de l'Est par l'URSS — pays peu et surtout mal développé au lendemain de la dernière guerre — a non seulement un contenu et des procédés, mais aussi des fondements socio-économiques particuliers. Résultat d'un rapport de force international favorable, garantie par la présence militaire dans la région, l'hégémonie politique soviétique doit sa force et sa continuité au fait que l'URSS a imposé dans ces pays des structures sociales similaires aux siennes. C'est du côté de la configuration institutionnelle et sociale qu'il faut chercher la clef de voûte aussi bien de la cohésion du camp socialiste que du rôle dominant de l'URSS. Il y a en l'occurrence parenté structurelle et étroite interdépendance entre :

— le mode de domination qui caractérise l'URSS,

— le mode de domination exercé par l'URSS sur le plan international et,

— le mode de domination propre aux pays appartenant à la sphère d'influence soviétique.

Ceci nous permet d'énoncer trois thèses préalables à mon avis à toute analyse et action par rapport à l'impérialisme soviétique.

1) *L'extension du champ de domination de l'URSS dans le monde renforce les structures sociales de ce pays, mais, en même temps, accroît, potentiellement le risque de leur éclatement.* L'originalité de l'impérialisme soviétique découle de cette contradiction.

Sans doute la population soviétique ne bénéficie que « moyennement » des richesses extorquées par son Etat à l'étranger ; le niveau de vie des soviétiques est plus bas que celui de la plupart des citoyens des pays satellites européens. Le problème se pose autrement à mon avis. Si le discours idéologique officiel de l'URSS concernant sa vocation internationaliste et socialiste ne joue, à lui seul qu'un rôle mineur dans l'expansion soviétique, cette dernière a un *effet idéologique* considérable sur la population soviétique. Le maintien et le renforcement de la puissance soviétique dans le monde *flatte* la population soviétique (en l'associant, plutôt symboliquement qu'économiquement, aux exploits expansionnistes) *tout en la dissuadant* de toute velléité contestataire (forcément vouée à l'échec devant une telle puissance). L'avancée irréversible du socialisme de l'URSS dans le monde est donc un facteur important de soumission et de manipulation sur le plan intérieur. Inutile d'insister sur l'importance à ce niveau du fait que la résistance afghane ait pu durer depuis trois ans.

Le mode de domination soviétique connaît néanmoins un immense désavantage. De par les similitudes, évidentes, et d'ailleurs systématiquement mises en avant par le discours idéologique officiel, sur le plan social et institutionnel entre l'URSS et les « *pays frères* » la moindre remise en question tant soit peu radicale, la moindre tentative de changement s'attaquant même ponctuellement aux

institutions qui a lieu dans l'un de ces pays concerne aussi de droit et de fait, l'URSS. Contrairement aux USA, l'URSS, afin de préserver la stabilité interne, ne peut pas se permettre un échec à l'extérieur, quitte à intervenir militairement (*in extremis*), quitte à faire des concessions économiques et donc à contraindre sa population à des sacrifices supplémentaires. Dans l'économie du mode de domination soviétique, contraindre la population à se « *serrer la ceinture* » coûte moins cher, présente moins de risque pour la paix sociale que de se payer une défaite à l'extérieur. A Gdansk se jouait (et se joue) également le sort des travailleurs soviétiques.

2) *Les bureaucraties dirigeantes des Pays de l'Est, malgré les traits particuliers qui les différencient et qui peuvent ponctuellement les opposer à l'URSS, ne sont pas de simples fantoches ou des pions impuissants mais des agents, subalternes mais actifs, du mode de domination soviétique.* L'orthodoxie tchécoslovaque et la fidélité est-allemande ou le zèle bulgare autant que le militarisme diplomatique et le libéralisme hongrois ou même l'« *insolence* » diplomatique roumaine constituent, malgré leur spécificité les éléments d'un ensemble parfaitement organisé/dominé par l'URSS.

La dynamique contestataire qui se développe dans tel ou tel pays est sans doute aussi le produit d'une réaction aux modalités de domination utilisées par la bureaucratie locale (c'est le libéralisme de l'équipe Gierke et non l'antisatellisme néo-stalinien de Ceausescu qui a entraîné la naissance d'un mouvement ouvrier comme Solidarność). Toute stratégie oppositionnelle doit tenir compte et s'élaborer en fonction de ce que l'oppression bureaucratique comporte de spécifique pendant une période historique déterminée sur le plan national. En ce sens, il n'y a pas de « *modèle* » de contestation ou d'opposition ; pas plus à l'Est qu'ailleurs dans le monde.

Mais si les conflits inter-bureaucratiques constituent un phénomène sociologique inévitable (autant que les tensions intra-bureau-

cratiques), il est hors de question pour la contestation et l'opposition, si elles veulent aboutir, de « prendre partie », de soutenir, inconditionnellement une fraction contre une autre. S'engager en ce sens signifie non pas affaiblir mais renforcer la bureaucratie communiste internationale à partir de ses contradictions réelles mais secondaires. Le cas roumain illustre parfaitement ce genre d'erreur historique. La bureaucratie ne fait pas sienne une ligne politique détonnant, quelque peu dans le camp socialiste que dans la mesure où elle peut contrôler de près le processus qui s'en suit ; qu'il s'agisse du nationalisme ou du libéralisme. C'est une illusion réformiste dont la droite nationaliste et les communistes critiques ont la spécialité que de penser déposséder la bureaucratie en la soutenant. La seule issue réaliste et révolutionnaire est la « franche » opposition (cf. la déstabilisation hongroise en 56). On ne peut pas en faire l'économie ni à court ni à long terme.

3) Pour être efficace, le combat contre l'impérialisme soviétique passe par celui nécessairement social contre la bureaucratie locale (nationale). N'en déplaise aux nombreux nationalistes de l'Est, sincères ou pas. A noter que la plupart d'entre eux finissent, fidèles d'ailleurs à la logique nationaliste, par grimper dans les hiérarchies communistes « nationales » ou par participer au consensus.

Cette troisième thèse découle de l'observation concrète historique et non d'un quelconque internationalisme abstrait. Le réflexe et la philosophie nationaliste très répandue à l'Est s'expliquent surtout par :

- la proximité d'une superpuissance historiquement perçue comme peu « civilisée » par rapport aux puissances occidentales qui ont été prises comme modèle lors de la formation des Etats modernes (fin du XIX^e, début du XX^e) dans la région.

- le fait que la mise en place des nouveaux régimes lors de l'occupation de ces pays par l'Armée Rouge s'est accompagnée de la négation systématique des spécificités nationale, culturelles, religieuses... ; parallèlement on glorifiait par le biais de l'internationalisme dialectique l'URSS dont les vertus libératrices et les effets civilisateurs n'étaient pas perçus comme tels par la population.

Le traumatisme causé par cette période d'après-guerre, où certains peuples de l'Est pouvaient, parfois à raison, s'interroger sur les chances de survie de leur identité, explique l'attachement profond et populaire aux idées et aux symboles nationaux. Il ne faut pas confondre cet attachement avec le nationalisme politique qui peut être payant à court terme, mais dont une bonne partie de la population se méfie en dernière instance ; les multiples récupérations successives du nationalisme « contestataire », par les bureaucraties post/néostalinienne, sont également présentes dans la mémoire populaire.

LE CHAMP SOCIAL A L'ŒUVRE

QUE faire devant la mainmise croissante des USA et de l'URSS sur le monde actuel ? Il n'est bien entendu pas question de choisir (comme les PC ou certaines organisations d'extrême-

gauche — le MIR chilien par exemple a soutenu Jaruzelski —) ni de favoriser « tactiquement » une des deux superpuissances (celle qui se trouve dans le camp opposé à celui où l'on agit). Le précédent chinois et le caractère ridicule des prétentions « mondiales » de la social-démocratie occidentale montrent enfin que la solution ne réside pas non plus dans le choix d'une troisième puissance censée contrecarrer les deux superpuissances. Toutes les grandes, moyennes et petites puissances étatiques participent, de fait, au mode de domination internationale orchestré par l'URSS et les U.S.A. C'est ailleurs qu'il faut chercher la troisième force capable de court-circuiter le désordre organisé militairement à l'échelle de la planète par les deux superpuissances à condition d'en finir avec la *logique des camps* prédominante depuis l'entrée de l'URSS dans la scène politique internationale. Notre souci est de participer efficacement à la constitution d'un véritable *champ social international*, suffisamment autonome pour prendre et garder ses distances avec les deux blocs et suffisamment puissant pour s'imposer à leurs dépens. Les échos dans le monde des événements polonais démontrent qu'un tel projet n'est pas tout à fait utopique. De toute façon, c'est à l'intérieur d'un tel champ social — sans centre ni périphérie — et non pas par rapport aux camps idéologiques, militaires et politiques que nous pouvons créer un pôle libertaire crédible sur le plan international et susceptible de permettre aux travailleurs du monde entier de dépasser les médiations (partidaires, militaires, étatiques) pseudo-libératrices.

Renoncer à la logique des camps antagonistes — ce qui ne signifie pas ignorer, comme les partisans coûte que coûte de la théorie et de la convergence, les réalités souvent distinctes et parfois conflictuelles des deux blocs — implique aussi rompre avec la *logique des acquis* institutionnels, étatiques, qui caractérisaient les Pays de l'Est. Ce serait prendre les gens de l'Est pour des imbéciles que s'imaginer que des mouvements prolétariens et populaires puissent aboutir à la privatisation des moyens de production, à la restauration des formes « classiques » de profit capitaliste ou encore au chômage ou à l'accentuation des différences sociales. Spéculer, comme le font des trotskystes, les socio-démocrates à velléités radicales ou les communistes critiques, sur la nature et/ou l'origine « révolutionnaire », « ouvrière » et « progressiste » des régimes est-européens, signifie en dernière instance se faire l'avocat-critique donc incommode, mais précieux en temps de crise — de l'U.R.S.S. qui est justement le garant suprême du maintien de ces régimes. L'attitude de la IV^e Internationale à l'égard de l'Afghanistan illustre bien le danger d'une telle démarche. Si la LCR s'est contentée de ne pas dénoncer l'U.R.S.S., son équivalent au Mexique, le PRT, a salué l'intervention de l'Armée Rouge en la présentant comme nécessaire pour l'application de la réforme agraire, contre les féodaux locaux, soutenus par l'impérialisme américain. Il va de soi que l'élaboration d'une démarche véritablement anti-impérialiste, libertaire, passe non seulement par la critique mais aussi par la dénonciation de telles positions, même lorsqu'elles sont le fait de courants politiques qui, qu'on le veuille ou non, nous sont proches.

Nicolas TRIFON



Vladimir Borissov

LE SMOT, UN SYNDICAT

CONTRE L'INJUSTICE ET L'EXPLOITATION

Iztok : Tu es avec Victor Fainberg le représentant à l'Ouest du SMOT, le syndicat libre soviétique. Peux-tu faire le point sur la situation actuelle du syndicalisme libre en Union Soviétique ?

Vladimir Borissov : On assiste ces derniers temps à une forte recrudescence de l'activité du mouvement ouvrier dans le pays. Ceci est lié à l'affaiblissement économique général et à la crise politique qui l'accompagne ; à cela s'ajoute également la situation même des travailleurs qui se dégrade rapidement ainsi que le développement des événements polonais. Le rôle de SMOT s'accroît. Cet état de fait est d'autant plus visible qu'il se passe sur la toile de fond de l'affaiblissement de toutes les formes courantes d'opposition ouverte dans le pays, formes que l'on regroupe en Occident sous la désignation de « mouvement dissident ». Il faut noter qu'il s'agit d'un effondrement temporaire du mouvement, lié avant tout aux répressions et aux arrestations massives. Dans différents points du pays apparaissent de nouveaux groupes qui tentent d'entrer en contact avec le SMOT. Le « Bulletin d'Information du SMOT » est maintenant diffusé dans 32 villes et ce, non plus une fois tous les deux ou trois mois, mais deux ou trois fois par mois. De temps à autre ces tracts du SMOT sont distribués clandestinement, comme par exemple ce tract circulant depuis décembre 1981, qui incite les ouvriers à boycotter les « samedis Lénine » (réduction volontaire et obligatoire du nombre de jours non ouvrables pour les travailleurs). 10 000 tracts de ce genre ont été tirés et distribués dans différentes entreprises du pays (à raison de quelque 60 ou 100 tracts par entreprise).

Le SMOT rencontre énormément d'obstacles matériels. Il est presque impossible, du point de vue des fournitures, de se procurer du papier calque ou des stencils ; même problème pour le papier carbone et pour les machines à écrire. On arrive parfois à se mettre d'accord avec des ouvriers de telle ou telle typographie d'Etat qui, pour un prix relativement bas (parfois même gratuitement) font un tirage des textes du SMOT et ce, pratiquement sous les yeux de l'administration, risquant en permanence l'arrestation ou le camp de concentration.

Vladimir Borissov est né en 1942. A 18 ans, en 1960, il organise sa première grève dans un port d'extrême-Orient. En 1963, il est arrêté à Leningrad pour avoir organisé un cercle clandestin de jeunes socialistes. C'est sa première arrestation, mais ensuite il sera toujours en butte à la répression. 15 ans plus tard, dont 9 d'asile psychiatrique, il est co-fondateur du SMOT, le syndicat libre soviétique. Il séjourne de nouveau en asile psychiatrique avant d'être expulsé en juin 1980, juste avant les Jeux Olympiques de Moscou. Aujourd'hui, il est représentant du SMOT en Occident. Durant toute la durée de l'interview, Victor Fainberg, autre représentant du SMOT et l'un des 8 manifestants de la place rouge en août 68, était présent et a apporté plusieurs précisions dans les propos tenus par Vladimir Borissov.



— Eh oui, mon brave, nous sommes présentement dans la période de transition



D'après la structure même du SMOT (groupes autonomes, chacun élisant un représentant qui prend sur lui toute la responsabilité et va sciemment au devant de l'arrestation), une grande partie des militants est connue du KGB et ces personnes donnent leur nom en pleine connaissance de cause en défendant ainsi de leur propre personne les autres membres du syndicat. Pour des raisons de clandestinité et de difficulté de déplacement, il est rare qu'aient lieu des réunions directes, c'est-à-dire des rassemblements des membres du Conseil des représentants. Malgré nos précautions organisationnelles, bon nombre d'individus et de groupes en contact avec le SMOT hésitent, à cause de l'atmosphère de terreur, à y adhérer. Néanmoins ils représentent une aide variée et précieuse. Ils gardent chez eux du matériel du SMOT, diffusent des tracts du syndicat aux ouvriers qui ne sont pas avec le SMOT, etc.

Malgré nos immenses difficultés matérielles, nous refusons toute aide de la part de syndicats étrangers (par exemple l'AFL-CIO) comportant des conditions ou des conseils. Il faut noter que depuis qu'il existe, le SMOT n'a reçu d'aide matérielle, et donc pas seulement un soutien moral ou politique, que d'un petit syndicat français faisant partie de la CGT (contrôlée par le PC), aussi étrange que cela paraisse. Il s'agit du syndicat des correcteurs, le plus ancien des syndicats français, qui a donné 3 000 francs au SMOT.

I. : Quelle a été l'évolution du SMOT depuis sa création, et plus précisément quels problèmes a-t-il rencontré ?

V.B. : Le premier problème auquel nous nous sommes heurtés, c'est la répression. Quand je parle de répression, je ne parle pas seulement des arrestations, mais il existe une masse de diverses répressions. Par exemple Lev Volokhonski, l'un des membres fondateurs du SMOT, a été condamné à un an et demi de camp. Il en est sorti en avril 1981, et quand il s'est retrouvé dehors il lui a été impossible de se faire enregistrer à Leningrad. Sans enregistrement, tu peux être arrêté à n'importe quel moment comme vivant illéga-

lement à Leningrad. Autre exemple, nous venons d'apprendre que, récemment, au cours d'une perquisition, la police a saisi la machine à écrire. Je dis la machine à écrire parce que cela se passe au niveau des ouvriers et que ce n'est pas pareil qu'au niveau de l'intelligentsia où il y a profusion de machines à écrire. Là, il n'y en avait qu'une seule pour tout le SMOT qu'on transportait d'appartement en appartement pour éviter justement les perquisitions.

I. : Par les informations que nous avons, le rôle du SMOT a été jusqu'à présent défensif et informatif ; défensif par rapport à la répression, informatif au niveau économique, juridique, etc. Comment envisages-tu l'action syndicale au cas où il y ait une conjoncture plus propice ?

V.B. : Le premier rôle du SMOT est de développer le mouvement ouvrier ; non pas de l'aider, mais de lui donner la possibilité d'exister, de se manifester. C'est pourquoi, en fait, nous prenons tous les moyens qui nous tombent sous la main et allant dans ce sens, aidant à développer le mouvement ouvrier. On prend tous les moyens possibles pour aider le mouvement ouvrier pour autant qu'ils ne contredisent pas les droits de l'homme et les principes fondamentaux. Il n'y a pas longtemps, au début de cette année, deux groupes d'extrême-droite ont été exclus du SMOT. S'ils ont été expulsés, ce n'est pas parce qu'ils étaient d'extrême-droite (chez nous il y a des groupes de droite, anarchistes, communistes) mais parce qu'ils avaient des principes de lutte basés sur la terreur, c'est-à-dire la violence. Or la terreur contredit toujours les droits de l'homme.

Pour l'action syndicale, tout dépend des conditions : à chaque condition correspondent certains moyens. Prenons l'exemple d'un homme licencié de son travail avec impossibilité d'en retrouver, c'est-à-dire qu'il est grillé. Dans les conditions précises qui règnent en URSS actuellement, ce que tu appelles les moyens d'action, c'est avant tout de faire réintégrer cet homme à son poste, ou de lui trouver un autre emploi. Car s'il ne tra-

vaille pas au bout de 4 mois, il risque la prison ou le camp. Il y a un autre moyen, qui n'est pas à un degré inférieur mais au même plan. Si le chef responsable ne veut pas le réintégrer, alors on le prend dans une rue noire un soir et on lui règle son compte. Je ne veux pas dire que c'est la pratique du SMOT mais que les méthodes de lutte ouvrière sont très diverses. Par contre, les méthodes de lutte syndicale sont plus limitées, un syndicat ne peut se permettre de casser la figure à un chef d'atelier. On ne peut pas garantir que l'un des membres ne cassera pas la figure à son chef, mais ce n'est pas une ligne d'action. Par contre, ce qui est de notre devoir, c'est d'aider la famille de cet homme sans travail, puisque chez nous il n'y a aucune allocation chômage.

I. : Peux-tu évoquer le mouvement des jeunes qui s'est déroulé entre 70 et 80 à Leningrad et d'où sont sortis deux groupes à tendance libertaire, l'Opposition de Gauche et les Communards Révolutionnaires ? (Voir à ce sujet Iztok n° 3, mars 1981).

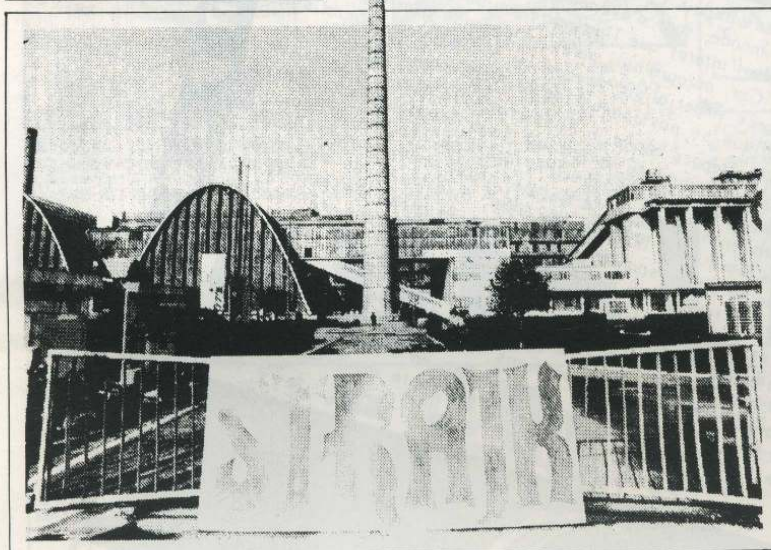
V.B. : Je peux vous dire que ces deux groupes sont très liés au SMOT, puisque l'un de ces groupes fait partie du SMOT. J'ai eu des informations sur ce mouvement et nous avons même eu des textes en provenance de là-bas. Je pense que ces gens de Leningrad ont une conception du monde aussi nébuleuse que les gens d'après 68. Ce sont des gens qui cherchent, et c'est le plus important. Les trois membres des Communards Révolutionnaires ont été arrêtés deux jours après être venus à l'un des appartements du SMOT demander si leur groupe pouvait adhérer au syndicat. Ils ont été arrêtés après cela, ce qui ne veut pas dire à la suite de cela. Ils ont été arrêtés à cause de tracts qu'ils avaient faits, et ils n'ont eu le temps d'en coller qu'un seul. S'ils ont été arrêtés, c'est qu'il y a eu une provocation. Ils ont été « infiltrés » par quelqu'un. Le KGB savait à l'avance qu'ils allaient faire ces tracts et les coller. Dès qu'ils ont collé le premier, ils ont été embarqués.

Interview réalisée le 3 août 1982.





CE FROID QUI VIENT DE L'EST



« Effectivement, un mouvement populaire ne peut pas s'arrêter à mi-chemin, il y a un problème de l'organisation globale de la société qui doit assumer de s'auto-gouverner. Les événements de Pologne montrent, encore une fois de façon dramatique, que nous ne pouvons pas esquiver le problème du pouvoir. Il ne peut pas y avoir de société partiellement autogérée ou partiellement démocratique. » (C. Castoriadis).



AGORA

bp 1214

31037 toulouse cedex.

«La tempête est passée ici plus âprement,
mais aussi elle a déraciné tout le passé».
(un marin du soviet de Cronstadt).

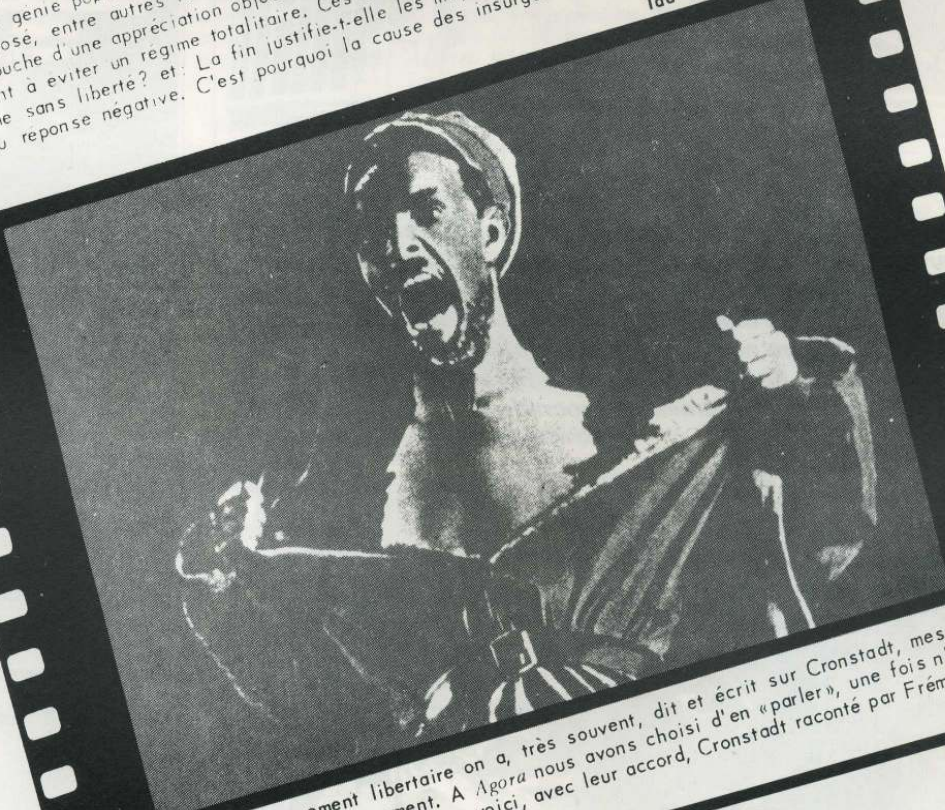
CRONSTADT 1921

Plus de soixante ans se sont passés depuis l'écrasement de Cronstadt et tant de sang a coulé sur le monde, tant d'événements de grande envergure ont occupé les esprits, qu'on s'étonne de l'intérêt que l'on porte toujours au drame qui se joua sur les glaces de la Baltique. Car, aujourd'hui, après la seconde guerre mondiale, devant une Russie devenue une force impérialiste dénuée de tout contenu socialiste, diverses couches de l'opinion publique se passionnent de nouveau pour Cronstadt.

La question se pose troublante : «Depuis quand la Russie a-t-elle acquis cet appétit de domination? Existait-il déjà sous Lénine? ou est-ce une caractéristique de la phase stalinienne de la dictature bolcheviste?». Et chaque fois que l'on cherche à préciser le point de départ de cette orientation nouvelle de la Russie, on se souvient avec raison de Cronstadt. L'insurrection des marins de 1921 est, en effet, à la limite de deux époques : d'une part, elle parachève la phase spontanée, populaire, la phase d'espoir de la révolution, d'autre part, elle amorce tout ce qui a été fait depuis, tout ce qui a été imposé.

Le génie populaire s'est exprimé avec force dans les résolutions des insurgés qui ont posé, entre autres revendications politiques, deux questions primordiales, pierres de touche d'une appréciation objective de la Russie actuelle et de toute tentative future visant à éviter un régime totalitaire. Ces deux questions : Peut-on construire un socialisme sans liberté? et : La fin justifie-t-elle les moyens? ont, en d'heroïques combats, reçu réponse négative. C'est pourquoi la cause des insurgés reste inoubliable. ■

Ida METT.



Dans le mouvement libertaire on a, très souvent, dit et écrit sur Cronstadt, mesuré les enjeux d'un tel événement. A *Agora* nous avons choisi d'en «parler», une fois n'est pas coutume, par le dessin. Alors voici, avec leur accord, Cronstadt raconté par Frémion-Epistolier et Volny.

LA LIBERTÉ A TRAVERS LES AGES

PAR ÉPISTOLIER ET VOLNY

8ème CON
D PARTI COM
RUSSIE

TOUT VA BIEN... MAIS...
LA TERRE EST À NOUS, MAIS LE
PAIN EST POUR VOUS; L'EAU EST À TOUS
MAIS LES POISSONS C'EST POUR VOUS.
LES FORÊTS SONT À NOUS, MAIS
LE BOIS, C'EST POUR VOUS...



LES SOVIETS (CONSEIL D'OUVRIERS, SOLDATS, PAYSANS, CITOYENS), FER DE LANCE DE LA RÉVOLUTION ONT ÉTÉ DÉMANTELÉS.

LA BUREAUCRATIE, LA TCHÉKA ET L'ARMÉE ROUGE LES REMPLACENT. LA RUSSIE MARCHE AU PAS CADENCE



TOUTE PROTESTATION OUVRIÈRE ET PAYSANNE EST ASSIMILÉE À LA CONTRE-RÉVOLUTION BLANCHE. LE 1^{er} MARS C'EST LA RÉVOLTE, LA MUTINERIE DE...

1921. LA JEUNE RÉVOLUTION BOLCHÉVIQUE S'ESSOUFFLE. L'ÉCONOMIE EST À PLAT, LE FROID ET LA FAMINE ATTISENT LE MÉCONTENTEMENT.

CRONSTADT



UN COMITÉ PROVISOIRE D'OUVRIERS, DE MARINS ET DE SOLDATS ROUGES SE CONSTITUE SUR LE NAVIRE PETROPAVLOVSK DANS LES JOURS QUI SUIVENT D'AUTRES SOVIETS NAÎSENT DANS TOUTE L'U.R.S.S.

LES DIRIGEANTS LOCAUX SONT ARRÊTÉS DANS LE CALME. DÈS LE DÉBUT ILS ONT RECONNU LA NÉCESSITÉ DE REORGANISER LA VIE SOCIALE. LE PARTI A RÉPONDU: CE SONT LES BLANCS!



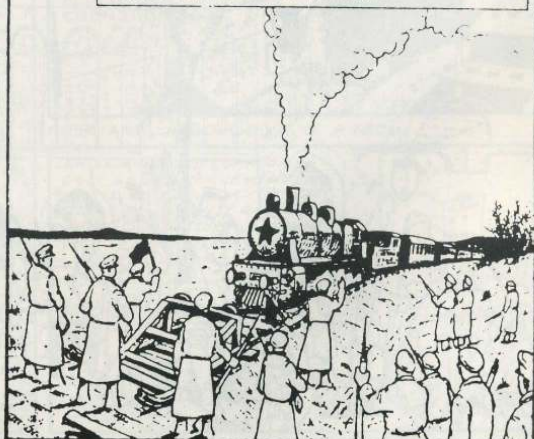
L'INSURRECTION DE L'EX GÉNÉRAL KORLOVSKI ET DU NAVIRE PETROPAVLOVSK EST LE FAIT DES AGENTS DE L'ENTENTE TOUT COMME LES NOMBREUSES RÉVOLTES PASSÉES DES GARDES BLANCS

PENDANT TOUTE L'INSURRECTION, LA CALOMNIE SE POURSUIVRA. ELLE PLACE UN GÉNÉRAL TZARISTE, KORLOVSKI, À LA TÊTE DES MUTINS. EN FAIT LE COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE A POUR PRÉSIDENT L'ÉCRIVAIN DU BORD, UN MARIN, PETRICHENKO.



NOUS N'AVONS ICI QU'UN SEUL GÉNÉRAL, LE COMMISSAIRE DE LA FLOTTE, ET IL EST EN PRISON!

LA RÉVOLTE S'ÉTEND, À PÉTROGRAD, À ORANIENBAUM. ZINOVIEV EST ENVOYÉ SUR PLACE: CRONSTADT EST ISOLÉE. LA TCHÉKA ET LES CADETS DE L'ARMÉE ROUGE ENTRENT EN ACTION.





LES ARRESTATIONS DE MASSE COMMENCENT. CHAQUE SUSPECT EST ARRÊTÉ AVEC TOUTE SA FAMILLE. A CRONSTADT PAR CONTRE, LES FAMILLES DES COMMUNISTES ARRÊTÉS NE SONT PAS INQUIÉTÉES.

A PETROGRAD...

LES DÉMISSIONS DU PARTI PLEUVENT.



LA POLITIQUE COMMUNISTE A ENTRAÎNÉ LE PAYS DANS L'IMPASSE. LE PARTI EST DEVENU BUREAUCRATIQUE, ET IL NE VEUT DÉCIDÉMENT RIEN SAVOIR DES ASPIRATIONS POPULAIRES. COMMENT POURRAIT-IL ENTENDRE LA VOIX DU PEUPLE, QUAND IL NE CHERCHE QU'À LUI IMPOSER SA VOLONTÉ ?

LES MUTINS S'ADRESSENT À TOUTE L'U.R.S.S.



NOTRE CAUSE EST JUSTE. FACE AUX PARTIS, NOUS DÉFENDONS LE POUVOIR DES SOVIETS. NOUS VOULONS QUE SOIENT LIBREMENT ÉLUS LES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE. LES SOVIETS PERVERTIS, CONFISQUÉS PAR LE PC, SONT TOUJOURS RESTÉS SOURDS À NOS BESOINS ET À NOS REVENDICATIONS. POUR TOUTE RÉPONSE, NOUS N'AVONS REÇU QUE DU PLOMB.

DES AVIONS LACHENT DES TRACTS AU-DESSUS DE LA VILLE, DEMANDANT AUX MUTINS DE SE RENDRE.



LA GARNISON DE CRONSTADT NE S'EST PAS RENDUE AUX GÉNÉRAUX TZARISTES. CROYEZ-VOUS QU'ELLE SE RENDRA À DES GÉNÉRAUX BOLCHEVIQUES ?

TROTSKY, MARÉCHAL DE L'ARMÉE ROUGE, ASSISTE DE KAMENEV, COMMANDE LA REPRESSION.



N'ÉCONOMISEZ PAS LES BALLES !



IL NE S'AGIT PAS SEULEMENT DE STOPPER LA MUTINERIE, MAIS D'EXTERMINER, D'EXTIRPER LA GANGRÈNE LIBERTAIRE.

LA PRESSE DU PARTI SE DÉCHAÎNE : "ILS VEULENT TORPILLER L'ENTENTE RUSSO-AMÉRICAINE (DÉJÀ !), AIDER LES TURCS À CEDER AUX FORCES DE L'ENTENTE (= OCCIDENT). ILS SONT VENDUS AUX FINLANDAIS, AUX FRANÇAIS, AU TSAR, ETC..."



GÉNÉRAL TZARISTE

TANDIS QUE LES IZVESTIA DE CRONSTADT PUBLIENT TOUT CE QUI PROVIENT DE MOSCOU, PAS UN DE LEURS APPELS ET COMMUNIQUES N'EST DIVULGUE A L'EXTERIEUR.



FAIBLE EN 1917, LE PARTI S'EST GONFLE APRES SA VICTOIRE. OPPORTUNISTES ET MAGOUILLEURS S'Y TAILLENT DES PLACES SANS VERGOGNE. LE PARTI BOLCHEVIQUE A PERDU EN QUALITE CE QU'IL A GAGNE EN QUANTITE.

La corruption dans le parti
(dessin Boris Melakovsky)



LES "GENERAUX TZARISTES, OFFICIERS BLANCS ET CURES" SONT EN REALITE : MECANICIENS, AIDE-MEDECIN, TELEPHONISTES, MATELOTS, CHARPENTIER, ELECTRICIENS, EMPLOYES ... SOUTENUS PAR UNE POPULATION TOUT A FAIT ORDINAIRE.



★
LE 8, LENINE A SON TOUR CONDAMNE LES "GENERAUX BLANCS ET LES ELEMENTS ANARCHISTES PETITS-BOURGEOIS"

JUSQU'ICI, LES REVOLUTIONNAIRES L'AVAIENT MENAGE, ILS REFUSAIENT DE LE CROIRE SEMBLABLE A TOUS LES AUTRES...



ELLE EST EXTREMEMENT DANGEREUSE, QUELQUE INSIGNIFIANTES QUE PUSSENT PARAITRE, A PREMIERE VUE, LES CORRECTIONS QU'ON PENSE AJOUTER A NOTRE POLITIQUE.

LE 17 MARS 1921, CRONSTADT TOMBE. LES SURVIVANTS, PRISONNIERS ET OTAGES, SONT FUSILLES SOMMAIREMENT.



LE 18 MARS, ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS, TROTSKY ET ZINOVIEV FLETRISSENT LA MEMOIRE DE THIERS ET GALLIFET, MASSACREURS DES COMMUNARDS.



LE MENSONGE EST REDEVENU SYSTEME D'ETAT, COMME DANS N'IMPORTE QUEL PAYS CAPITALISTE. LA REVOLUTION Russe A VECU, DANS SON COIN, UN CERTAIN JOSEPH DOUGACHVILI SE MARRE DOUCEMENT.



SOURCES : "LA COMMUNE DE CRONSTADT" (Ed. Belbasco, 1969).

TROTSKY FAIT FUSILLER EN MASSE, PÊLE-MÊLE, OUVRIERS, SOLDATS, MARINS, DES FAMILLES ENTIERES.



LE 7 MARS, CRONSTADT EST ATTAQUE.



POUR ÉTEINDRE LA RÉVOLTE DANS LE PAYS, DE FAUSSES CONCESSIONS ALIMENTAIRES SONT FAITES (10 MILLIONS DE ROUBLES DE DENRÉES ACHETÉES À L'ÉTRANGER). LE PARTI, EN PARTICULIER ZINOVIEV, SE CONDUIT COMME UN PATRONAT CAPITALISTE.



LE CALME REVENU, CES CONCESSIONS SERONT PAYÉES TRÈS CHER. À CRONSTADT, OU TOUT LE MONDE PARTAGE TOUT, LA GARNISON DISTRIBUE SES PROVISIONS À LA POPULATION CIVILE.



À PÉTROGRAD, TENU PAR LE PARTI, L'ÉTAT DE SIÈGE EST PROCLAMÉ. À CRONSTADT, IL NE LE SERA PAS.



POURTANT, LE BOLCHEVISME A VÉCU.





G. MARKOV

LA MER DE SOFIA

LE texte qui suit est de Guéorgui Markov. C'est lui qui fut assassiné à Londres à la suite d'un léger coup de parapluie — dont la pointe était empoisonnée — en septembre 1978. Un mois avant, à Paris, un autre opposant bulgare avait failli succomber de la même manière. La presse alors parla des « parapluies bulgares », de la guerre larvée des agents secrets contre les dissidents ; puis la routine revint et ces mêmes journaux qui plaignaient les dissidents reprirent leurs publicités pour les vacances pas chères à l'Est, et notamment en Bulgarie.

Markov n'était pas seulement un speaker du service bulgare de la BBC. Ayant la cinquantaine en 1978, Markov avait émigré en 1969, c'est-à-dire que sa formation était celle de la Bulgarie communiste. Ingénieur puis journaliste, enfin homme de lettres favori et enfant terrible de la classe au pouvoir et intime du premier ministre et premier secrétaire du Parti Communiste Todor Jivkov, Guéorgui Markov s'était décidé à rompre avec le régime lors d'un séjour en Italie.

En émigration Markov prit la plume pour faire une description fouillée, précise, des milieux qu'il avait fréquentés. Et, à la différence des prosateurs actuels, il sut donner un rythme à son style. Il se mit à lire ses chroniques lors des émissions en langue bulgare de la BBC. Et l'on dit même — sans grand risque d'erreur — que les notables du parti écoutaient avec intérêt ces retransmissions, y compris Todor Jivkov, quitte à écouter au besoin des réunions officielles.

Lorsque Markov annonça son intention d'aborder uniquement ses rencontres et ses parties de chasse avec Todor Jivkov, il semble que les bornes, les limites de la patience du dictateur de la dictature du prolétariat furent brisées, d'où l'assassinat.

Paradoxe pour un régime à la recherche de devises fortes, donc occidentales, grâce au tourisme et aux produits de consommation : la perte d'argent due à cet assassinat — moins de touristes pendant un moment — a semblé moins importante que la diffusion en bulgare de critiques personnelles à l'encontre du chef de l'Etat. Ces critiques doivent paraître dans un second volume ; nous avons pris dans le premier recueil d'article paru récemment en bulgare le texte qui va suivre.



A la station de Pavlovo, sur la ligne de tramway Sofia-Kniajevo, on pouvait lire pendant des années l'inscription suivante : « Ici, futur port de Pavlovo ». Sous l'écriteau, on avait dessiné le canal navigable « Pantcharevo-Pavlovo », avec le port terminus de Pavlovo.

Je sais qu'il existe encore des lecteurs qui se rappellent toujours l'anecdote des « crocodiles qu'on devait élever dans cette mer », « comment on allait remplacer les pelles par des avirons », pour arroser les jardins, etc. Ces lecteurs se rappellent aussi cette série de jours fériés maussades pendant lesquels chaque citoyen ordinaire de la capitale devait donner son travail gratuit pour la réalisation de la « mer de Sofia ».

Les rêves de changement de la nature sont probablement quelque chose de magnifique, cela stimule l'imagination. Il est merveilleux, par exemple, de rêver d'une forêt immense et profonde sur les collines dénudées de Golo Brdo, ou d'imaginer le torrent de Vladaia entouré d'une végétation tropicale, même d'envisager de détourner le cours du Danube pour lui faire traverser les Balkans au passage d'Iskar et rejoindre la méditerranée pour Maritsa. Il y en a beaucoup d'autres, qui ont rêvé de voir en Bulgarie des lacs finnois, les beautés des Alpes ou qui ont imaginé la possibilité d'avoir chez nous des oranges et des singes. Et pourtant la nature a doté notre pays de tant de beauté ! Les lacs de Rila sont mêmes plus beaux que ceux des Alpes, les paysages de Pirine peuvent rivaliser avec les paysages alpins, les pommes de Kustendil avec les oranges. Tandis que les singes, même sans changement dans notre climat, on peut en trouver partout.

Comment l'idée même de la création d'un plan d'eau à côté de Sofia a pu naître chez nos dirigeants du parti et de l'Etat, ce n'est pas très clair pour moi. Moins encore, comment cette idée de gosse, cette fantaisie évidemment infantile, a pu être acceptée comme programme de construction de l'Etat, et entrer ainsi en réalisation. Il serait plus facile d'imaginer, du point de vue d'un raisonnement logique, une proposition, par exemple, de niveler Vitocha, la montagne proche de

Sofia, ou de supprimer le passage du torrent de Vladaia. Il me semble que l'origine de ce projet qui est propre à Tchervenkov, le dirigeant n° 1 de l'époque, remonte à son séjour en URSS pendant son émigration. Car j'ai entendu une fois dans une réunion la remarque suivante : « Si Moscou possède son canal navigable, pourquoi pas Sofia ? ».

Ainsi en souvenir de leur vie romantique à Moscou, les dirigeants du parti bulgare ont décidé de transporter la rivière-port de Moscou chez nous en Bulgarie. D'un point de vue économique, technique et esthétique, la réalisation de ce rêve, la création d'une mer dans la plaine de Sofia, est aussi absurde que par exemple la réalisation d'un oasis de désert dans la plaine fertile de Plovdiv. Je suppose même que le terme « mer de Sofia » correspond à des manies d'adolescents qui aiment exagérer pour épater le public.

Le malheur dans cette affaire est que ces hommes qui ont le droit de rêver comme tout le monde, dirigent le pays et possèdent un pouvoir si illimité qu'ils peuvent imposer n'importe quoi, même le plus absurde. En plus, dans cette entreprise, les frais étaient pour les autres. La question aurait pu être différente si les gens du Comité Central, du Politburo et d'autres instances suprêmes avaient été obligés de venir creuser eux-mêmes les canaux, ou si quelqu'un leur avait demandé de payer eux-mêmes la réalisation de leur rêve. La chose qu'on trouve en dernier chez eux, c'est le sens de la responsabilité.

Ainsi au début des années cinquante, à l'époque où toute notre économie était déréglée avec de la misère dans tout le pays, nous avons été appelés à commencer la construction de la « mer de Sofia », ce qui consistait à réaliser un système de canaux et de lacs. D'après ce que je sais, les experts techniques consultés ont tous été contre ce projet. Et malgré cela le parti a mis sa machine en route et malheur à ceux qui osaient s'y opposer. Chaque citoyen de la « grande Sofia » était obligé de donner un certain nombre de journées de travail gratuites et « volontaires », entre 3 et 20 jours selon les catégories. Et comme tous ces volontaires étaient déjà engagés dans un travail, ce travail supplé-

mentaire, cette corvée, devait se faire pendant les jours de repos et pendant les congés annuels.





LA MER DE SOFIA

Mais voilà notre chef Tcherkenkov brûlait d'impatience de voyager en yacht de Pantcherevo à Pavlovo, le plus tôt possible. La réalisation de ce projet lui semblait trop lente. Ainsi est arrivé un jour un décret qui imposait à ceux qui devaient travailler sur le canal de faire cette corvée pendant leur temps de travail habituel. D'un coup, et pendant quelques années, chaque été et chaque automne, toute notre administration et même notre production étaient complètement perturbées. Un grand nombre de bureaux, certaines unités de production dans les entreprises étaient obligés de fermer quelques jours par semaine car leur personnel était employé en dehors de la ville pour réaliser le rêve de Tcherkenkov. Pour ne pas abandonner complètement les plans de production dans l'industrie, le plus grand poids de ce travail est retombé sur les employés, le secteur tertiaire, les cadres administratifs.

Le matin de bonne heure, nous nous réunissions, en des points déterminés, ensuite en camion et en chantant nous étions transportés vers nos objectifs de travail, un fossé à creuser long de plusieurs kilomètres. La plupart des gens, amenés là étaient des femmes, des jeunes filles qui ne savaient même pas manier les pelles et les pioches. Le résultat de leurs efforts était plus que lamentable. Je doute personnellement que la terre creusée ne dépassât pas en moyenne par jour un seau par individu. Des milliers de journées de travail ont été gaspillées pour rien, pour un travail que deux machines, bulldozer, pelleuse, auraient terminé en quelques mois.

Je me suis demandé à l'époque pourquoi on n'utilisait pas ces techniques, ces machines efficaces. La réponse inévitablement était que la construction de cette mer artificielle était considérée comme un moyen éducatif et surtout comme un moyen de terroriser les gens, pour exercer sur eux une pression constante et tellement absurde que souvent leurs nerfs craquaient. Ceux qui se révoltaient étaient aussitôt envoyés en camp de travail, et pour plusieurs mois. Il faut le dire, la provocation était de taille parce qu'il était difficilement imaginable pour n'importe quel critique

raisonnable de penser, même une seconde, qu'il se promènerait un jour en bateau entre Sofia et Vitocha. Même les membres du parti les plus fanatiques, les plus disciplinés critiquaient dans leur for intérieur ou entre amis cette folie. Des responsables du parti engagés dans le travail de production et dans le plan s'élevaient presque ouvertement contre, quand on prenait leurs travailleurs pour les envoyer dans la « construction navale ». En un mot, il montait de la base une vraie vague de critiques et de refus de cette ineptie évidente. Mais cela n'empêchait pas le travail sur les canaux de continuer. Je ne me rappelle pas exactement combien de temps il a duré, peut-être sept ans, peut-être même plus, dix ans.

Pendant ce temps, il était habituel d'obtenir la réponse suivante quand on cherchait quelqu'un : « il fait sa journée de travail au canal ». Quand le temps n'était pas clément, quand la pluie apparaissait sur les canaux, les jours suivants ils étaient au lit, l'absentéisme au travail augmentait. Je ne crois pas qu'il ait existé dans toute la Bulgarie un autre travail imposé qui ait provoqué un mécontentement plus grand que celui de cette « mer de Sofia ». Combien de fois des femmes ont pleuré devant moi parce qu'elles ne pouvaient même pas voir leurs enfants, leurs jours de repos étant consacrés au canal.

Avec le temps, avec les années, l'enthousiasme du parti et des journalistes pour le canal a diminué. Ils avaient découvert d'autres objectifs de mobilisation des masses. Mais le travail ne s'est pas arrêté pour autant, il a seulement diminué régulièrement ; on a continué à envoyer des gens travailler au canal jusque dans les années soixante ou presque. Je me rappelle, un jour, dans la salle de rédaction du « Front littéraire » quand le rédacteur en chef Gochkine a annoncé avec mépris que la construction du canal était arrêtée.

Il semble que les ingénieurs aient fait un essai, et que le canal ne soit pas arrivé à retenir l'eau. Il était situé entre Sofia et la montagne de Vitocha, donc plus haut que la capitale, et cette dernière est construite sur l'anti-

que cité de Serdika dont les canalisations romaines persistent sous les fondations. Les eaux de la future mer de Sofia auraient ainsi pu complètement inonder et même submerger toute la ville. Ce fut officiellement la fin de la première partie de cette tragi-comédie communiste, appelée « la mer de Sofia », c'est-à-dire le creusement du futur lit de cette mer.

Mais en réalité le travail n'était pas terminé : dans un deuxième temps, il fallait complètement combler les canaux creusés, et cela par le même moyen, les mêmes hommes et femmes inconnus et ordinaires qui avaient déjà fait le travail dans l'autre sens. Ce nouveau travail lui aussi a duré quelques années et a provoqué autant de mécontentement et de misère. Personnellement je n'ai pas participé à la deuxième partie car j'avais entre-temps changé de travail ce qui me dispensait de cette corvée.

Dostoïevski dans ses « Souvenirs de la maison des Morts » décrit les différentes formes de punition du directeur de la « Katorga » sibérienne, un major sadique qui se faisait lui-même appeler « tsar de Dieu » ; les prisonniers pouvaient supporter les punitions les plus dures, mais ce qui les démôlisait le plus c'était le sentiment d'absurdité quand le directeur les obligeait à remplir de seaux d'eau un tonneau sans fond.

La mer de Sofia avec ses canaux navigables était un tonneau sans fond dans lequel ont disparu non seulement le travail et la peine de milliers de gens pendant des milliers de journées de travail, mais aussi autant d'argent gaspillé. Après des années pour creuser, puis pour combler ce qui était creusé, une nuit, l'écriteau de la gare de Pavlovo « Ici futur port de Pavlovo » a disparu. Comme dans un crime, les témoins effacent toutes leurs traces, tous les indices. Ainsi chez nous aujourd'hui, on ne trouve plus aucune trace ni des canaux, ni des bateaux, ni des ports dans le territoire des villages de Draglevzi, Simeonovo ou Drenitza par où devait passer cette voie navigable.

Mais il y a une chose qu'on ne peut pas effacer malgré le temps et malgré le bruit étourdissant des haut-parleurs du parti : les

souvenirs des milliers et des milliers de gens qui répètent même aujourd'hui avec différentes variantes le célèbre mot d'esprit de ce simple paysan de Dragolevzi à qui on reprochait d'arriver en retard à son travail : « Hé, j'ai attendu le bateau, j'ai attendu, il n'est pas venu, je suis parti à pied... »

Pour moi, cette malheureuse histoire de la mer de Sofia est caractéristique car elle illustre d'une manière vraiment typique l'irresponsabilité du régime en Bulgarie.

Si une affaire semblable arrivait dans un Etat bourgeois, l'idée même d'un tel projet serait détaillée par la presse, surtout par la presse d'opposition sous tous ses aspects techniques, économiques, etc. ; si malgré cela on tentait l'expérience, avec un même résultat, le gouvernement tomberait probablement. Ce qui est chez nous impossible. La presse officielle n'a pas dit un mot, bien que tous les rédacteurs considéraient la chose comme une lubie, une folie.

Quand nos organes du parti osent parler

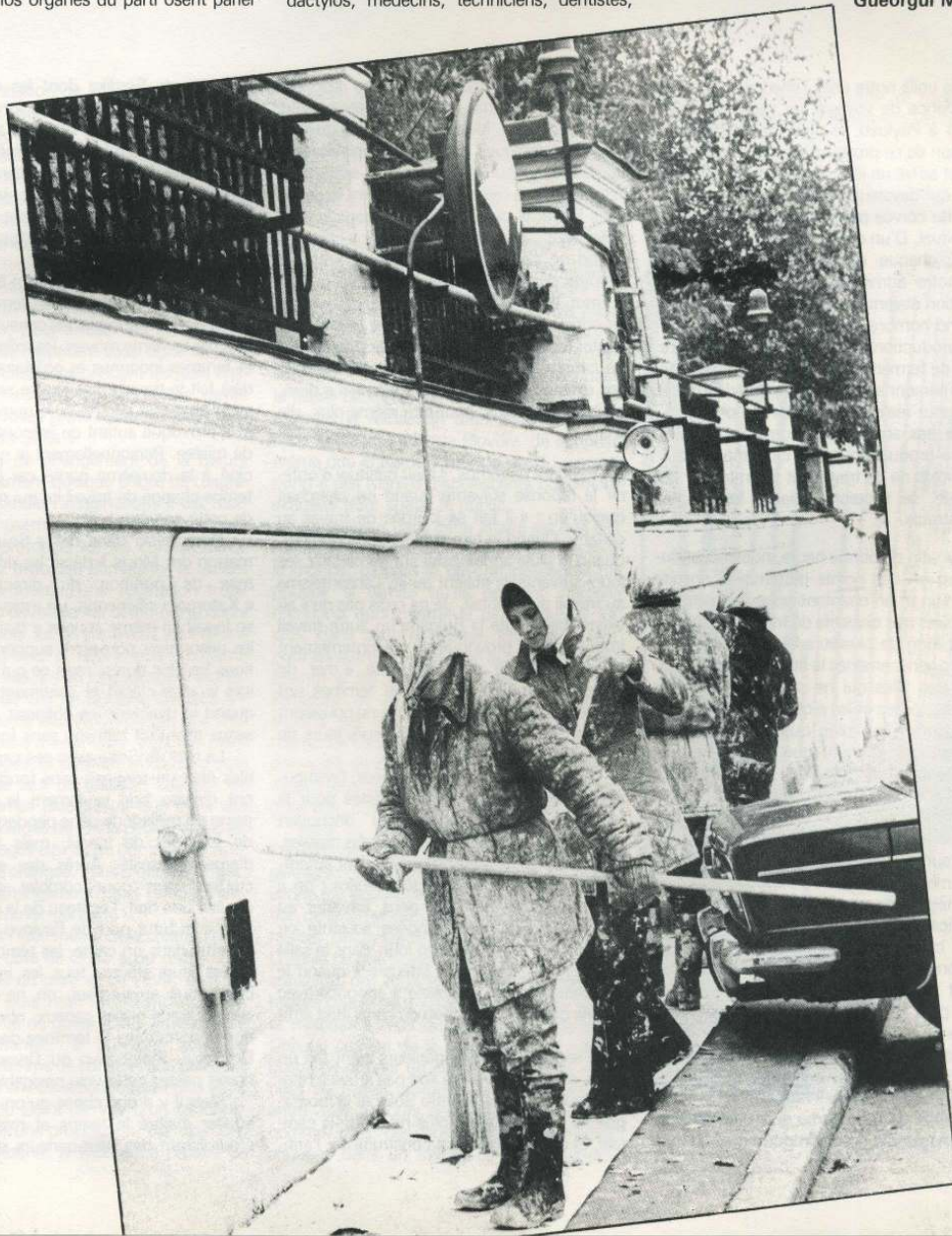
d'honnêteté, il faut dire que l'histoire de la mer de Sofia les a marqués pour toujours du sceau de la malhonnêteté. Aucun membre du parti n'a jamais osé s'opposer à cet énorme gaspillage de forces humaines et matérielles, à ce gâchis. La morale du parti s'est exprimée sous son vrai visage, celui de la servilité, de la complaisance, de la complicité avec le chef du moment. Remarquons bien que, même aujourd'hui, aucune critique, encore moins aucune auto-critique sous n'importe quelle forme n'a été formulée au sujet de cette histoire. Aucune responsabilité n'a été recherchée, personne n'a été puni. Le sentiment de responsabilité a disparu dans le tonneau sans fond dont j'ai parlé. Ce phénomène qui est impensable pour n'importe quelle société qui se respecte, est chez nous une chose normale.

Quand je me rappelle les pluies torrentielles sur des milliers de gens mouillés jusqu'aux os, dans la boue, à Dragolevzi, secrétaires, dactylos, médecins, techniciens, dentistes,

etc., je me demande avec quel courage nos journalistes font un bruit du diable parce qu'un ouvrier a volé une bagatelle de 20 centimes. Comment peuvent-ils parler de vol, quand ils ferment les yeux devant une affaire aussi monstrueuse que cette histoire maritime. Comment les agitateurs du parti osent parler d'honnêteté civique, quand eux-mêmes embarquent en camions et à deux fois les gens, une fois pour qu'ils creusent, une fois pour qu'ils combent les trous. Et dans le Comité Central du Parti, organe suprême du pays, existe-t-il un seul homme probe pour poser la question importante : qui va payer l'addition ?

Quel « credo » communiste chantent les dizaines de petits poètes quand tout un peuple est traité avec un tel mépris. Il est probable que ceux du Comité Central ne savent rien, ne se rappellent rien car aucun parmi eux n'est jamais allé ni creuser ni effacer la mer de Sofia.

Guéorgui Markov

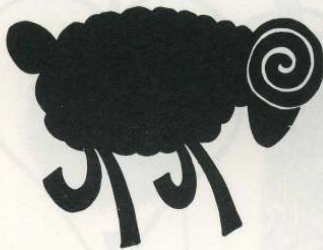
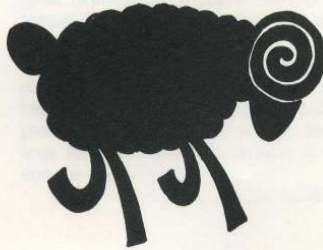


LA COMMUNE DE LENINGRAD

NOUS présentons l'interview d'un activiste de la « Commune » de Leningrad. En novembre 1978, à l'âge de 16 ans, il dut quitter l'URSS. Désirant ne pas rabâcher des informations déjà diffusées, nous avons procédé à des coupures. L'original de l'interview a été publié dans la revue autrichienne « Gegenstimmen ». La traduction est d'Iztok.



LA COMMUNE



Question : Certains des principaux représentants du groupe d'Opposition de Gauche étaient actifs depuis février 1976. Que se passait-il à l'époque ?

Réponse : Des jeunes gens, lycéens et étudiants, tirèrent des tracts à l'occasion du 25^e Congrès du P.C.U.S. Ces tracts étaient pro-communistes et se prononçaient pour un communisme à visage humain. Le KGB arrêta Andreï Reznikov et Alexandre Shobov entre autres. Reznikov était étudiant à l'Institut d'Informatique. Comme il n'avait que 17 ans, il ne pouvait pas, selon la loi, être envoyé en camp de travail. Après deux mois dans une prison du KGB, il fut confié à une commission pour jeunes délinquants, renvoyé de l'Université et engagé dans l'armée pour deux ans. Shobov était alors étudiant à la faculté d'histoire ; d'autres étaient en dernière année de lycée ou en première année de fac. Leur tract se concluait par le mot d'ordre : « longue vie au communisme ! Vive la Nouvelle Révolution ! ». Le groupe était pro-communiste, pro-marxiste, mais il y avait aussi des anarchistes et des socialistes.

Q : Comment le groupe évolua-t-il par la suite ?

R : (...) Après la tentative de 76, Skobov organisa une commune à Leningrad. Il est très populaire chez les jeunes de voyager en auto-stop, et nous avons un certain système pour le faire. Par exemple, si tu veux aller de Leningrad à Odessa ou Novorosskisk, on peut te fournir des adresses de gens chez lesquels tu pourras manger et dormir. Par là, tu découvres qu'il y a ici et là des communes ; ainsi s'est constitué un réseau de jeunes qui restaient en contact.

Dans la commune de Skobov ne se retrouvaient pas seulement des gens de Leningrad, mais aussi de Moscou, des Républiques baltes et de Sibérie. Lorsqu'ils venaient à Leningrad, ils habitaient dans la commune. Arkady Tsourkov, alors étudiant à l'Université de Tartu, et Reznikov vivaient là de temps en temps. Ils formaient avec Skobov le noyau du groupe de Leningrad.

Q : Comment es-tu entré dans la commune ?

R : J'avais beaucoup d'amis à l'académie des arts : ces gens avaient l'habitude de se retrouver dans des cafés, comme le « Sphinx » ou le « Chateau Rouge » à Leningrad ; certains venaient de Moscou. Et comme ils avaient besoin d'un endroit pour passer la nuit, nous les aidions. Ainsi, je connus des gens qui fréquentaient Skobov et me présentèrent à lui ; nous devînmes amis.

Q : Peux-tu décrire la commune ?

R : Notre commune était en lisière de la ville à Primorsky Prospekt, à environ une demi-

heure en train du centre. Elle occupait le premier étage d'une maison en bois à deux étages. C'était Skobov qui avait rédigé les statuts de la commune. Il définissait la commune comme une petite société communiste ; tout y était à tous. Il ne reconnaissait pas la propriété privée ; il rejetait la violence. Il y avait une caisse pour les choses dont on avait besoin. La caisse était toujours ouverte. Chacun savait où étaient les clefs. Y vivaient cinq, par moment dix personnes et beaucoup venaient d'autres villes.

Q : Comment la commune est-elle devenue le centre d'un mouvement politique ?

R : On discutait beaucoup dans la commune ; on parlait de la situation interne, de la politique extérieure, des dernières nouvelles culturelles, de philosophie, etc. Nous sentions combien le système était hypocrite. Il y a tant de mensonges. Nous détestions le système des passeports, et le système économique, tel qu'il est planifié, toutes les décisions venant d'en haut. Le système scolaire était mauvais. Tout ce que nous étudions, était la version officielle du marxisme, les documents officiels du Parti Communiste, le livre de Brejnev, etc. On ne pouvait analyser l'histoire ou la littérature que d'après la version officielle.

Il y avait dans la commune une machine à écrire. Nous sortîmes des proclamations sur la politique du Parti et sur l'Etat, ainsi que sur ce que nous avions à faire contre. Nous appelions à manifester et à en parler publiquement. Nous avions l'habitude de présenter l'URSS comme non communiste et non marxiste, le Parti Communiste n'étant pas marxiste puisqu'en Union Soviétique tout le pouvoir est aux mains de l'Etat. Le communisme devait être une société libre. Nous pouvions concevoir la nécessité de l'Etat dans la construction du communisme, mais en URSS l'Etat ne sert que les intérêts des classes supérieures.

Q : Quelles étaient les principales tendances politiques dans le groupe ?

R : J'en nommerai 3 principales :

- les marxistes comme Tsourkov, Reznikov et Fedorova ;
- les anarchistes comme Khavine et moi. Skobov était mi-anarchiste, mi-marxiste ;
- plus encore trois démocrates de gauche comme Victor Pavlenkov qui venait de Gorki. Les démocrates de gauche n'étaient ni anarchistes, ni marxistes, ils prenaient seulement part au mouvement démocratique, pour les droits de l'homme, d'un point de vue de gauche.

Nous avions des divergences sur la stratégie et la tactique ; il n'y avait pas qu'une seule opinion.

DE LENINGRAD

SOLIDARITE avec les OPPOSANTS
des PAYS de l'EST et de l'URSS

Q : Le groupe d'« opposition de gauche » projetait une « conférence générale de l'Opposition de Gauche ». Comment naquit ce projet ?

R : Skobo, Tsourkov, Fedorova, Reznikov, et d'autres allèrent à Moscou pour une réunion. A la réunion, les gens de Moscou comme de Leningrad projetèrent une conférence importante à Leningrad. On s'est mis à sortir « Perspectives » sur la machine à écrire de la commune. Nous en faisons 10 à 15 exemplaires par numéro mais beaucoup de gens le lisaient. Nous voulions diffuser surtout dans les universités et les lycées pour présenter nos opinions et trouver de l'appui.

Q : Quel était le contenu de « Perspectives » ?

R : Des articles très différents, des extraits de livres, des poésies. Le numéro deux contenait des analyses sur la situation présente en URSS et en tirait quelques conclusions ; par exemple que le plus nécessaire était de faire une révolution.

Q : La conférence a-t-elle eu lieu ?

R : Non. Le 12 août, la milice est venue et a mis l'appartement en pièces. La commune a cessé alors d'exister bien que quelques-uns y viennent encore.

Q : Qu'est-il advenu des meneurs ?

R : Le 14 octobre 1978 Skobov a été arrêté. Jugé le 16 avril 79, il fut condamné au traitement psychiatrique pour une durée indéterminée. Arkady Tsourkov a été arrêté le 31 octobre et condamné en avril 79 à 5 ans de camp de concentration ; plus 3 ans d'exil intérieur. Le 16 avril Khavine a été arrêté et condamné à 6 ans. Reznikov et Fedorova ont été relégués dans l'Altaï, Victor Pavlenkov et moi avons dû émigrer.

LES COMMUNARDS-RÉVOLUTIONNAIRES

L ENINGRAD est le haut lieu de l'opposition d'extrême gauche en URSS. Après l'« opposition de gauche » justement on a appris l'existence d'une nouvelle organisation radicale, anarchiste : le groupe des « communards révolutionnaires ». Dans les années soixante, le nom de communard était souvent pris par les groupes léninistes de gauche qui se constituaient, notamment dans le Komsomol. Leur mot d'ordre principal était « le retour à Lénine ». Un mouvement existe depuis quelques années à Léninegrad, celui des « jeunes communards ». Ce sont des jeunes qui vivent en communauté, et qui sont marxistes, trotskystes et surtout anarchistes. C'est dans un milieu favorable que sont apparus l'« opposition de gauche » et un groupe influencé par l'anarchisme, le groupe des « communards révolutionnaires ».

On sait relativement peu de choses sur les activités de ce groupe, car dès le début, pour déjouer la répression, il a été clandestin. Quelques-unes de ses actions sont cependant connues, bien que certaines restent à confirmer. En mai 1978, il aurait participé à l'organisation d'une manifestation contre la guerre sur la perspective Nevsky. La même année, et en commun avec l'Opposition de Gauche, il aurait tenu un faux cours de Diamat (matérialisme dialectique, cours politique obligatoire et peu apprécié des étudiants) à l'université de Léninegrad. Devant 300 personnes, plusieurs étudiants ont parlé de Bakounine et Trotsky entre autres. Les communards révolutionnaires ont aussi édité plusieurs tracts.

Le 7 octobre 1979, trois membres du groupe sont arrêtés à Léninegrad pour avoir écrit des slogans sur les murs et avoir collé des tracts. Les slogans disaient : « La démocratie, pas la démagogie » et « A bas le capitalisme d'Etat ». Les affiches demandaient « un ordre simplement anti-autoritaire » et s'opposaient au mal sous la forme de « la famille, la propriété privée et l'Etat ». Ces tracts étaient signés par le mouvement des communards révolutionnaires. Les trois personnes arrêtées, Vladimir Mikhailov, Alekseï Stassevitch et Alevtina Kotchenva, ont été accusés de « hooliganisme » et elles ont été condamnées le 25 décembre respectivement à 3 ans de camp à régime sévère pour Mikhailov et Stassevitch et 1 an et 3 mois de camp à régime sévère pour Kotchenva. Le jugement a été confirmé en appel, le 15 février 1980. Mikhailov et Stassevitch ont tous les deux refusé de se reconnaître coupables.

Mikhailov, né en 1952, travaillait comme mécanicien à l'installation de système de réfrigération à Dnipropetrovsk, Stassevitch était musicien, poète et artiste peintre. Ils vivaient en communauté dans l'appartement de Youri Zaïdenchir. Ils étaient membre d'une commune de jeunes depuis 1975 (commune qui participa aussi à l'organisation de la manifestation contre la guerre). Lors d'une perquisition chez eux après leur arrestation, les documents suivants furent confisqués : de vieilles éditions soviétiques de Kautsky et Bebel, des œuvres de Marcuse et Fromm, des samizdats religieux et autres, y compris la « Chronique des événements courants » et des tracts signés par le mouvement des Communards révolutionnaires.

Wiebierski

U.R.S.S.

PARCOURS DES DISSIDENCES



Depuis des années que l'on parle, en France, du goulag, que nous en reste-t-il ? Des larmes séchées, des souvenirs d'horreurs... mais, autant l'avouer : les camps de concentration soviétiques sont désormais banalisés et Sakharov ne fait plus les gros titres.

Le XX^e Congrès du PCUS en 1956, mériterait le titre de "congrès des dupes". Il a montré l'habileté d'un pouvoir absolu. Le fameux "rapport secret" dont la presse mondiale s'empara, constitua l'astuce suprême. Désormais, et pour plus de vingt ans, le stalinisme sera synonyme de goulag. L'horreur, l'absurde, seront dénoncés, traqués dans toutes les informations. Enfin ! dira-t-on. Mais en même temps un coupable solitaire sera désigné : Staline ! Quant au pouvoir soviétique lui-même, il sortait blanchi de cette opération et provoquait même une certaine admiration pour le courage de son auto-critique. A long terme, pour l'URSS, cela ne pouvait être que positif.

DEGEL ET REGEL VONT EN BATEAU

Mais, en 65, le champ de la critique reste apparemment aux yeux de tous, très ouvert. L'intelligentsia s'engouffre dans la dénonciation des aspects spectaculaires du stalinisme. Délaissant toute analyse politique de fond, oubliant que les premiers camps furent ouverts sous Lénine (1), tous les écrits de cette période de "dégel" s'attaquent à la partie visible (la plus scandaleuse sans doute), de l'iceberg soviétique.

Ainsi, pendant quelques temps l'illusion fut de règle : il paraissait possible de rénover le parti, de le nettoyer. Vieille thèse sur les mauvaises "directions ouvrières". Mais, le

"révisionnisme", même modéré, atteint vite ce que le pouvoir fixe comme frontière de l'acceptable. La destitution de Kroutchev sonna le glas de la rénovation du parti par lui-même. La dissidence pouvait naître.

"Penser autrement", en URSS, c'est être dissident. On peut le devenir à tout moment. Nombreux l'ont été, nombreux le restent. Mais "agir autrement", c'est devenir un dissident subversif, et cela comporte bien plus de risques.

Avec l'échec du "légalisme oppositionnel" des années kroutchéviennes, la dissidence adopte une nouvelle tactique. Désormais, elle n'aborde plus le problème politique, elle se tient dans le cadre précis de la légalité et n'avoue officiellement qu'un seul objectif : faire appliquer et respecter la Constitution. Ce sont des juristes chevronnés et tâtillons qui se dressent face au pouvoir.

Le 5 décembre 1965, à Moscou, donne le coup d'envoi au mouvement. Une manifestation, qui réunit 200 personnes, est appelée par un texte signé "Résistance", dont un des auteurs est le mathématicien Essenine-Volpine. Le rassemblement a pour but de protester contre l'arrestation des écrivains Siniavski et Daniel, il se termine par de nombreuses interpellations. Mais, désormais, la stratégie des dissidents est fixée : se battre pied à pied, pour le strict respect des lois, tout faire pour obtenir la publicité des débats judiciaires. Leur interlocuteur et adversaire est donc le pouvoir ; leur porte-voix et leur outil, sera la presse occidentale.



L'écrivain Vladimir Boukovski : condamné en 1972 à deux ans de prison, plus cinq ans de camp et cinq ans d'exil...

Les liens entre dissidents et mouvements sociaux (grèves, révoltes) sont inexistantes : c'est aux pays de l'Ouest que les dissidents s'adressent, et non à l'opinion publique russe.

L'écho rencontré en Occident par les procès va cependant gêner l'Union Soviétique. Le pouvoir "terni" par les dénonciations dissidentes, décide de réactiver les opérations du K.G.B.

PROFESSION : DISSIDENT

Dès son arrivée au K.G.B. en 67, Andropov va rénover et réajuster tous les services. La machine répressive devient, à la fois, moins brutale en apparence et plus efficace dans la réalité. Maîtres d'œuvre de cette politique : de jeunes cadres et des intellectuels nés et formés dans le giron du parti et dont Andropov a su s'entourer. Ils définissent deux lignes : limiter la dissidence et surtout, la marginaliser au maximum.

Pour la limiter, on diversifie la répression. Certes, les peines restent très élevées (Siniavski et Daniel sont respectivement condamnés à 7 et 5 ans de détention dans les camps), implacables (les procès se multiplient). Mais, en même temps, elles s'affinent : on met en place les hôpitaux psychiatriques et on déborde d'imagination dans les délits. A la violation de l'ordre public s'ajoutent, maintenant, l'hoooliganisme, le trafic de devises, etc.

Même si, procès à huit clos ou pas, la presse occidentale continue à donner un large écho à la dissidence, celle-ci, déjà limitée par ses orientations initiales, se trouve peu à peu enfermée dans un cadre "spectaculaire". Dans ces procès, à l'idéologie, le dissident oppose la loi. A l'anonymat de la répression, il répond par la publicité et le vedettariat. Les "professionnels" de la dissidence sont nés. Soljenitsyne, Sakharov, Guinzbourg, Boukovski... se partagent la "une" de la grêle de procès qui s'abat.

Mais, derrière eux et à travers eux, le parti s'attaque à une opposition plus diffuse. A travers les "Samizdat", très nombreux depuis 68, les analyses de la dissidence vont se diversifier. Dans la plupart de ces textes, il est difficile d'y trouver alors une critique radicale du régime. Mais on peut y repérer, des courants, des évolutions. Au fil des années, les "révisionnistes", plus ou moins proches du parti, se font moins présents, alors qu'augmentent les interventions des "démocrates" et des nationalistes plus ou moins religieux.

Dans les années 70, le courant "néo-radical" se trouve représenté par le marxiste Medvediev. Il développe une analyse assez limitée, puisqu'il fait du stalinisme "un phénomène profondément étranger au marxisme-léninisme", ce qui lui permet d'entretenir toutes les illusions, et notamment celle de croire que "c'est à l'intelligentsia que revient la tâche de guider les masses pour accroître ses initiatives et promouvoir, dans notre société, des traditions démocratiques". Medvediev était alors, cependant, un des rares dissidents à se méfier des rapports noués entre la dissidence et l'Occident.

Aujourd'hui, l'absence d'une opposition claire et franche est toujours notable dans la plupart des Samizdat. Au contraire, le courant "démocratique" y est dominant et produit des analyses pour le moins bizarres : "Nous considérons que le capitalisme assure aujourd'hui dans le monde, le plus haut niveau de vie, les plus grandes libertés individuelles et que la lutte contre le capitalisme sous toutes ses formes est criminelle et inutile".

ANDROPOV, FLIC NUMÉRO UN

L'atomisation de la société soviétique explique, en partie, la "minceur" des débats. Les mouvements sociaux, les grèves, ne sont connus que bien plus tard (par exemple, Novotscherkass qui eut lieu en 62, ne fut "officialisé" que dans les années 73). La cassure entre dissidents et société est donc liée aux structures existantes. L'Etat s'empresse d'ailleurs d'accentuer cette marginalisation de l'opposition en jouant sur des thèmes racistes ou nationalistes qui confortent les sentiments entretenus dans la classe ouvrière. Le thème des droits de l'homme, choisi par la dissidence, va accroître ce processus.

A la fin des années 60, la détente domine. Brejnev est au mieux de sa forme... En 68, l'ONU inaugure l'année des "droits de l'homme" et les dissidents s'en saisissent. La "Chronique des événements en cours", célèbre samizdat, va désormais y consacrer la majorité de ses articles. Ses sources d'information sont alors inépuisables, puisque les camps brejnéviens comptent, selon les sources, entre 1,7 et 5 millions de prison-

niers, dont 10 à 20 000 "politiques".

Dans cette perspective, les groupes d'initiative pour la défense des droits de l'homme se succèdent et se ressemblent. Créés, comme le premier en 69, à l'instigation de quelques personnalités (Sakharov, Pliouch, etc.), il affirment toujours se situer dans le cadre de la loi et vouloir "prêter concours aux autorités pour la création et l'application des garanties des droits de l'homme". Il y a là, à la fois, comme une auto-limitation de l'action et une ironie face à l'Etat.

Poursuivant des buts analogues, est créé à Moscou en 76, le "Groupe de contribution à la réalisation des accords d'Helsinki",





L'Institut Serbskii, 23, rue Kropotkine, en plein centre de Moscou.

signés l'année précédente. A la tête de ce groupe, Youri Orlov.

Si la stratégie de la dissidence n'a pas évolué depuis 10 ans, la répression, elle non plus, n'a pas cessé. Aux moyens traditionnels, s'ajoute maintenant, lorsque toutes les autres mesures répressives s'avèrent inefficaces, ou bien lorsque l'opinion internationale s'intéresse trop au contestataire, l'expatriation forcée. Soljenitsyne fut ainsi banni en 74 et on empêcha le biologiste Medvediev en 73 de revenir en URSS. A l'heure actuelle, tous les groupes dissidents, humanitaires ou non, subissent un sort analogue. La répression, l'isolement et les sunlights de l'Occident semblent avoir eu raison de la dissidence des années 70.

UNE GÉNÉRATION SE LÈVE

Même limitée dans ses objectifs, cette dissidence des années 70 avait tenté, à sa manière, de soulever la chappe qui pèse sur la population soviétique. C'est à partir de ce travail que naissent aujourd'hui des groupes ayant tiré le bilan des erreurs de la génération précédente.

Plus politisés, ils ne s'adressent plus à l'Occident mais tentent de briser les cloisons qui isolent les groupes sociaux entre eux.

En 78, naît le "Groupe d'Initiative pour la Défense des Droits des invalides en URSS" dont une des premières déclarations est un appel à la solidarité avec les victimes de la guerre en Afghanistan. Une façon de critiquer cette intervention militaire dans la technique du langage au deuxième degré si employé par tous les dissidents. L'année suivante, l'"Almanach Femme et URSS" dénonce l'exploitation de la femme soviétique devenue "l'esclave de l'esclave" comme l'écrit N. Malakhovskaïa.

On retrouve la même démarche dans le SMOT (Union interprofessionnelle libre des travailleurs) créé en 1977. Ce "syndicat" se donne comme but "de défendre ses membres en cas de violation de leurs droits dans les différentes sphères de leurs activités" et il s'adresse au prolétariat. Même démarche encore du "Groupe d'Initiative pour la démocratie populaire" créé en 81 dont l'objectif est d'impulser "dans un proche avenir, des organisations politiques, de tendances différentes et en les tournant vers les "gens d'en-bas" (2).

Après l'arrestation du groupe, il semblerait qu'il y ait même eu des relations entre celui-ci et le SMOT.

A un moment où la répression s'amplifie (décembre 82 : arrestation du dernier dirigeant "connu" du SMOT), la dissidence semble avoir évolué. Le "leaderat" est abandonné, de la même façon que le rejet systématique de tout socialisme. La dissidence paraît ainsi s'engager davantage sur la voie plus fructueuse d'une critique sociale de l'Etat soviétique. La période ouverte par le XX^e Congrès, ses illusions, sera peut-être alors définitivement close.

Violette MARCOS

(1) Cf. Soljenitsyne

(2) Cf. la revue "Variantes" dans l'interview parue dans "L'Alternative" (mars/avril 82).

U.R.S.S.

POUVOIR MILITAIRE ET MODELES DE DOMINATION

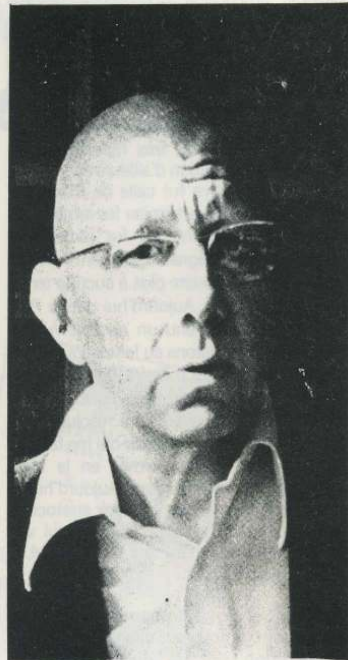
L fut un temps où on ne pouvait mettre en doute, ni même s'interroger sur le régime soviétique, sans être soupçonné, de soutenir le camp impérialiste yankee, ou d'être un "laquais des réactionnaires". Cette période semble définitivement close. S'interroger sur la nature sociale de l'URSS est aujourd'hui très à la mode. A gauche, surtout, les analyses foisonnent. Castoriadis ne fait pas partie de cette "tardive compagnie". Dès les premières années de l'après-guerre, il commence à s'intéresser à l'URSS, en fondant à Paris, avec Claude Lefort, la fameuse revue "Socialisme ou Barbarie".

Né à Athènes, Castoriadis y a fait des études de droit, d'économie et de philosophie. Au début de l'occupation italo-allemande de la Grèce, il fonde, avec d'autres communistes dissidents, un groupe de résistance en opposition avec le Parti communiste officiel. Par la suite, il adhère à l'organisation trotskyste de Spiros Stinas, où il milita jusqu'en 1945, avant de s'ins-

taller en France. Depuis lors, son intérêt pour les "pays du socialisme réel" ne s'est pas démenti. Son influence sur les groupes d'extrême-gauche français s'est accrue : ses analyses étaient monnaie courante parmi les acteurs de mai 68. Aujourd'hui Castoriadis enseigne à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes à Paris. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels "La société bureaucratique", "Devant la guerre", et depuis quelques années il a cessé de se définir en tant que marxiste.

Cet abandon ne l'a cependant pas poussé (comme bien d'autres intellectuels de sa génération) vers des positions sociaux-démocrates ou libérales, mais plutôt vers un "libertarisme" toujours plus accentué.

L'entretien ci-contre a été réalisé par nos camarades de la revue "Comunidad" au cours du colloque "Modèles de totalitarisme et d'impérialisme soviétiques", organisé à Milan par le Centre d'études libertaires "Pinelli".



Entretien avec Cornelius Castoriadis

Plus de soixante ans après la révolution d'octobre, qu'est devenue la Russie ? En quoi se transforme un régime totalitaire qui connaît une si grande longévité ?

• Dans ton dernier livre, "Devant la guerre", tu dis qu'il ne suffit plus de décrire la Russie comme un pays où la technobureaucratie s'est transformée en classe dominante, où l'exploitation et l'oppression ont atteint des niveaux jusqu'ici inconnus dans l'histoire moderne. Quels sont les éléments nouveaux ?

• Pour pouvoir te répondre, il est nécessaire de faire quelques remarques préalables. En premier lieu, il faut souligner que la terreur de masse, sous sa forme stalinienne, a disparu. Certes, il y a une répression totale, mais celle-ci est en quelque sorte plus efficace, c'est-à-dire qu'elle parvient à maintenir la population

en état d'obéissance sans exécutions massives et sans détenir des millions de personnes dans des camps d'internement. La terreur classique de l'ère stalinienne n'était qu'un aspect de ce que j'appelle le "délire". Il n'existait aucune justification rationnelle à cette diffusion de la terreur : ni économique, ni politique. Le "Délire" ne se manifestait pas seulement dans la terreur, mais aussi dans l'économie, et il existait même un véritable "délire idéologique" spécifique. Maintenant, ce "délire" a disparu. Actuellement, il y a certes des mensonges en quantités énormes, mais ils ne constituent pas un "délire". Le mépris total de l'efficacité, qui était caractéristique de l'ère stalinienne, a disparu. Il n'est plus question d'attribuer les échecs des différents plans-programmes à l'activité de sabotage des anarchistes ou des trotskystes. Il n'existe même plus cette construction totalement fictive de la réalité.

Un autre élément important qu'il faut prendre en considération, c'est la décomposition, et même pratiquement la mort, de l'idéologie. Une idéologie doit, d'une part entretenir une certaine relation avec l'universalité et la rationalité ; d'autre part, elle doit

jouer un rôle dans la formation de la réalité sociale. Ce n'est pas le cas en Russie aujourd'hui. Le marxisme-léninisme est devenu un rituel qui ne cherche même pas à être cohérent. De plus, les "patrons rouges" ne cherchent plus à exercer un contrôle total sur la réalité. Le régime a renoncé à contrôler la pensée et l'âme des gens. Bien sûr, si quelqu'un s'affiche ouvertement en tant qu'opposant au régime, il finira en hôpital psychiatrique, en camp d'internement ou, dans le meilleur des cas, il perdra son emploi. Mais s'il ne conteste pas, il sera laissé en paix. Le régime se limite à contrôler les comportements extérieurs. On peut dire qu'il est devenu pavlovien et skinnerien en renonçant à la super-socialisation des personnes. A l'inverse d'hier, le régime penche aujourd'hui vers la privatisation, les petites carrières personnelles et la vodka.

• Mais ces éléments que signifient-ils ? Que nous disent-ils sur le régime actuel ?

• Il faut d'abord comprendre qu'il y a eu un échec de l'instance du totalitarisme, comme a échoué également toute tentative d'auto-

réforme de la bureaucratie. Avec la mort de Staline on pensa, et beaucoup continuent à le penser, que la bureaucratie se reformerait par elle-même et que la société russe évoluerait vers ce qui, d'un point de vue universitaire ou celui d'un idéologue occidental, est un état normal vers lequel tendent toutes les sociétés : un peu de démocratie et un peu de marché libre. On s'intéressera alors aux réformes introduites dans le système bureaucratique, ainsi qu'aux tendances vers une plus grande rationalité économique, dans un sens occidental. On a cru pouvoir analyser le problème de la société russe selon les schémas de la sociologie américaine, c'est-à-dire comme des enjeux et des compétitions entre des groupes d'intérêts. Mais les choses n'étaient pas ainsi. En effet, il y eut deux tentatives de réforme depuis le sommet du système. La première fut celle de Malenkov, qui voulait augmenter la production des biens de consommation, et qui fut très rapidement éliminé, avec l'intervention d'ailleurs de l'armée. La seconde tentative fut celle de Khrouchtchev qui voulait surtout limiter les armements militaires. Et Khrouchtchev fut éliminé par une coalition qu'intégrait également l'armée. Depuis lors, on n'assista plus à aucune tentative d'auto-réforme. Aujourd'hui que le Parti communiste est devenu un *parasite historique total*, nous assistons au fantastique développement du secteur militaire, à tel point que toutes les grandes questions concernant la société russe ne peuvent être résolues sans l'accord de l'armée, et c'est ce qui me fait dire que l'armée s'est transformée en la force dominante de la société russe. Aujourd'hui, le pouvoir en Russie est un "pouvoir stratocratique" (1), c'est-à-dire une structure qui voit l'armée assumer, en tant que corps social, la direction de la société.

• **Pourtant l'armée ne semble pas gérer directement le pouvoir, elle n'occupe pas une "position centrale" dans la structure du pouvoir soviétique... ?**

• Je crois que pour comprendre ce qui est en train de se passer il est nécessaire d'oublier les catégories sociologiques jusqu'ici connues. Avant tout, il faudrait se demander ce qu'est le pouvoir. Est-ce simplement l'appareil formel ? Il y a aujourd'hui en Russie une nouvelle articulation du pouvoir que nous ne pouvons pas expliquer avec les modèles que nous connaissons. Dans ce cas, il ne s'agit pas seulement de l'émergence d'un pouvoir militaire, mais d'un phénomène nouveau, un phénomène cosmo-historique qui est représenté par cette armée moderne industrialisée. Une armée qui implique, pour exister, un tel complexe industriel, n'a jamais existé. Cette armée russe, en quel sens domine-t-elle ? A mon avis, c'est elle qui impose les grandes orientations, les grandes directives, les choix nationaux et internationaux. Ce secteur n'a aucun intérêt à détenir le pouvoir de nommer les instituteurs de la Sibérie orientale ou de fixer le prix des chaussures ; pour ces choses-là, il y a la bureaucratie du parti.

• **Le parti occupe-t-il encore une place importante dans la société russe ?**

• Comme je l'ai écrit dans mon livre *"Devant la guerre"*, il y a deux secteurs dans la société russe : le secteur civil qui ne fonctionne pas



ou qui fonctionne très mal, dans lequel il y a continuellement des pénuries de biens et des produits de mauvaise qualité ; et le secteur militaire, qui fonctionne parfaitement et qui a transformé la Russie en première puissance militaire mondiale. Cette situation a-t-elle une signification ? L'armée post-stalinienne est une armée d'ingénieurs du nucléaire, de l'électronique et de la chimie, d'ingénieurs de la métallurgie. En somme, une armée de spécialistes. Les différences entre secteur civil et secteur militaire croissent rapidement. On dirait que la société militaire est la seule partie efficiente de la société russe. Cette société militaire (je parle évidemment de la partie professionnelle de l'armée) est surtout une énorme industrie qui, selon mes calculs, doit employer approximativement quelque vingt millions de travailleurs, sur une force de travail totale de cent quarante à cent cinquante millions. Pour obtenir cette efficacité, il ne suffit pas de consacrer à la production une grande partie des ressources. Par exemple, depuis dix ans, 30 % des investissements russes vont vers l'agriculture sans que celle-ci cesse de se trouver dans la même désastreuse situation.

Il existe donc une organisation différente de la production militaire, dont nous pouvons aujourd'hui nous faire une idée grâce aux témoignages des dissidents. Si nous observons l'ensemble de la société russe, nous notons que la sub-société militaire est l'unique force vive du régime, alors que le parti est une espèce de cadavre vivant. L'on parvient ainsi à la conclusion que le totalitarisme, dans son sens classique, a laissé place à un nou-

veau type d'organisation sociale : la "stratocratie".

• **Cela a-t-il alors un sens de définir le régime soviétique comme un régime totalitaire, c'est-à-dire, caractérisé par des formes que nous connaissons et désignons comme telles (fascisme, nazisme...) ?**

• Je crois qu'il faut reconnaître que nous nous trouvons face à un animal historique nouveau qui a en commun avec le totalitarisme classique une caractéristique, à savoir qu'il tend vers la force brute pour la force brute. Mais en dehors de cela, il y a de substantielles différences, puisque nous devons constater qu'en Russie l'objectif d'une domination totale sur la société a dû être abandonné. La domination continue d'être un objectif, mais en tant que domination externe. Pourquoi ? Je pense, qu'au moins dans le cas russe, le totalitarisme classique a échoué dans son objectif central : assimiler totalement les êtres humains à la société, ou en cas d'impossibilité, les détruire. Cet objectif s'est révélé impossible, et à mon avis l'échec du parti et l'émergence de l'armée traduisent cette impossibilité. Certes l'histoire n'est pas encore achevée, mais dans la mesure où cette évolution montre qu'il est impossible de dépasser les résistances du facteur humain, nous pouvons penser que les possibilités de lutter pour la liberté existent toujours. Et nous pouvons non seulement le penser, mais aussi tenter de le poser en actes.

(1) - "Strato", du grec, armée.

CASE LIBRE

Une page blanche
offerte en toute liberté

« IZTOK » (revue libertaire sur les pays de l'Est)

FONDÉE par un compagnon bulgare qui estimait que les problèmes de son pays étaient liés à ceux des autres composantes géographiques du **socialisme réellement inexistant**, la revue IZTOK est animée par un collectif libertaire composé notamment de ressortissants est-européens. Outre cette revue, en français, qui paraît deux fois par an et dont de nombreux articles sont repris par la presse (pas seulement libertaire) italienne, autrichienne, espagnole, etc., nous publions une revue en bulgare (20 numéros déjà parus).

Par ailleurs, le collectif participe à l'édition de textes qu'il reçoit de l'Est (cf. Pano Vassilev : *L'idée des Soviets* et V. Litvinov, *Nestor Makhno et la question juive* édités par Volonté Anarchiste ainsi que G. Markox, *L'Odyssée d'un passeport* édité par Acratie). Notre collectif a également publié dans les Cahiers du Vent du Ch'min *Notes sur l'anarchisme en URSS de 1921 à nos jours*. Avis aux amateurs de tourisme politique : nous disposons de brochures libertaires en hongrois, polonais, tchèque, roumain, russe et nous sommes en train de traduire des BD anars dans ces langues.

Les cinq premiers numéros d'IZTOK en français sont épuisés : voici le sommaire des numéros que vous pouvez encore vous procurer :

• N° hors série, septembre 1982 : K. Modzelewski : **il n'y a pas de bon ou de mauvais marxisme**, P. Goma : **de la résistance à la dissidence**, M. Rubel : **Marx à l'Est**, V. Borissov : **contre l'injustice et l'exploitation**, A. Danciu : **introduction au problème tzigane à l'Est** (I), L. Sochor : **l'ambivalence des réactions face aux événements polonais**, N. Trifon : **la Pologne, les mots et les choses**, V. Paraschiv : **sur les syndicats et leur fonctionnement en Roumanie**.

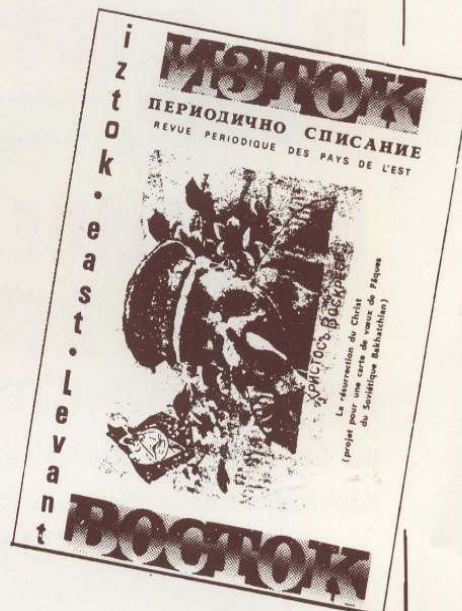
N° 6, mars 1983 : J. Suk : **la gauche radicale en Tchécoslovaquie**, A. Danciu : **introduction au problème tzigane** (II), C. Reeve : **trois précisions sur la Pologne**, P. Chruszczynski : **en défense de Nova**, Avril : **bilan et avenir de la résistance en Pologne**, N. Trifon : **le mode de domination soviétique en Europe de l'Est**, M. Zemliak : **à propos de la démocratie**.

• N° 7, septembre 1983 : Wiebierski : **devant quelle guerre ?**, Dimitrov : **Bukovski contre le pacifisme**, Avril : **du pacifisme est-allemand à la guerre polonaise**, groupe Emanuel Goldstein : **déclaration constitutive**, A. Skobov : **ils ne passeront pas !**, M. Rubel : **Marx, Engels et la guerre**.

• N° 8, mars 1984 : Dossier Bulgarie (Meraklia, N. Tenzerkov, Dimitrov, Asparukh), E. Rzia : **l'idée de non-violence (samizdat)**, URSS : **du pacifisme considéré comme un délit**, groupe E. Goldstein : **inquiétantes tendances**, N. Trifon : **l'auto-gestion en Pologne depuis le 13 décembre**, A. Dierzki : **l'évolution de la conception officielle de l'Etat en URSS**, Wiebierski : **syndicalisme libre à Cuba**.

Dans le prochain numéro qui paraîtra en septembre, vous pourrez lire des extraits d'un livre publié en samizdat à Budapest l'année dernière et dont l'auteur, T.G. Miklos, animateur du **Mouvement démocratique** dans ce pays, se réclame de l'anarchisme, une lettre de Roumanie sur la **condition des femmes**, une étude sur la **littérature cubaine en exil**, et bien d'autres choses encore.

Partie prenante du mouvement libertaire international, nous ne bénéficions d'aucun support institutionnel (universitaire, partidar, humanitaire...) ni d'aucun appui économique. Nous ne les recherchons pas non plus, et pour cause.



Prix du numéro : 15 FF.

Abonnement pour 4 numéros :

50 FF (soutien : 100 FF).

Chèque à l'ordre d'IZTOK ; CCP Devinck 23

161 17 Z - Paris

Ecrire à IZTOK, BP 16109,

75422 Paris, Cedex 09



FRANCE

HEBDOMADAIRE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

20 FR. ■ - N° 378 ■ 14 MARS 1953 ■

AFRIQUE DU NORD par avion : 25 fr.

DIRECTEUR
POLITIQUE

- FLORIMOND BONTE -

DEPUTE
DE PARIS

LE CŒUR DE STALINE

*l'illustre compagnon d'armes et le prestigieux continuateur de Lénine
le chef, l'ami et le frère des travailleurs de tous les pays*

A CESSÉ DE BATTRE

MAIS LE STALINISME VIT IL EST IMMORTEL

*Le nom sublime du maître génial du communisme mondial resplendira d'une flamboyante clarté
à travers les siècles et sera toujours prononcé avec amour par l'humanité reconnaissante*

A STALINE, A TOUT JAMAIS NOUS RESTERONS FIDELES

LES COMMUNISTES S'EFFORCERONT DE MÉRITER
*par leur dévouement inlassable à la cause sacrée de la classe ouvrière, du peuple, de la
démocratie et du socialisme, de la souveraineté, de l'indépendance nationale et de la paix*
LE TITRE D'HONNEUR DE STALINIEN

GLOIRE ETERNELLE AU GRAND STALINE

*dont les magistrales œuvres scientifiques impérissables nous aideront à rassembler
la majorité du peuple et à devenir la force dirigeante de la Nation*

SOUS LE DRAPEAU INVINCIBLE DE STALINE

en prenant pour modèle son glorieux Parti Communiste nous marcherons sur le chemin de la victoire

NOUS FERONS UNE FRANCE LIBRE, FORTE ET HEUREUSE

AGORA

REVUE LIBERTAIRE BIMESTRIELLE



← 1980



← 1981



← 1982



← 1983



← 1984

**AGORA
SUITE
OU FIN ?**

agora
suite
ou fin ?

... 750 lecteurs de plus, 67 francs De petits chiffres pour un

DANS le concert social-démocrate actuel, le libéralisme trouve une seconde jeunesse. Les forces politiques traditionnelles de "gauche" se recentrent toutes frileusement autour des rares militants qui ont traversé sans broncher bien des reniements. L'apolitisme bon teint se répand à une allure si vertigineuse que certains croient y déceler la fin de l'Histoire. Un à un, les journaux et les groupes politiques qui se refusent à se laisser séduire par le "look" terrible de cette époque, disparaissent.

Pour nous aussi, à Agora, le danger est important, nous ne l'ignorons pas. Pire, nous ne voulons devenir ni une revue confidentielle ni un magazine pour vieux fossiles. Nous persistons à croire que la vie est plus marrante à vouloir la changer. Nous voulons nous acharner à voir, dans tous les instants de refus, si fugitifs soient-ils aujourd'hui, chez les ouvriers de Renault comme chez les anarcho-punks, une brèche optimiste dans l'atonie actuelle.

Quoi qu'en pensent les nouveaux prophètes, des échéances inéluctables existent : 86 en est une, les congrès confédéraux une autre, et l'existence toujours plus puissante de l'expression libertaire une troisième, non négligeable. Mais nous pourrions les multiplier à l'infini, ces moments qui nécessitent notre parole. C'est pourquoi nous devons continuer à poser les jalons de réflexions, d'informations et contribuer, à notre niveau, à changer bien des choses.

Réalistes mais également têtus, nous ne voudrions pas, par notre disparition, donner encore raison aux vautours modernistes.

réalistes,
mais têtus

ON aurait pu pleurer : Agora va mourir ! On aurait pu essayer des réformes administratives ou des économies de bouts de chandelles qui auraient dénaturé le projet initial par une baisse de la qualité technique de la revue.

Aujourd'hui on veut seulement continuer ce projet, mais en s'en donnant les moyens matériels : cela veut dire que les lecteurs d'Agora existent mais que nous ne les touchons pas de façon systématique et, qui plus est, que nous n'en avons pas suffisamment la retombée.

Retombée politique d'abord : il faut que le collectif qui matérialise la revue puisse s'appuyer sur les expressions, les questions, les besoins ou les prises de position de l'audience qu'il a polarisée. Cela veut dire écrire, participer, contribuer au développement d'une expression large et critique, constructive et plurielle...

Retombée matérielle aussi : c'est qu'Agora ne peut être financé que par ceux qui y ont un intérêt. Ceux qu'il rassemble, qui en attendent quelque chose (pas seulement dans la lecture des pages imprimées...) dans sa dynamique et sa pérennité, comme on dit.

Ceux-là lisent déjà Agora mais l'achètent-ils (culpabilisation), le paient-ils ou bien contribuent-ils à sa mort lente qui est la conséquence d'un coût supérieur à ses recettes. Car, en effet, s'il est possible de faire un bulletin triste et sérieux, régulier et austère, juste et chiant, ce n'est pas le choix que nous avons entrepris.

Nous savons que l'attente existe d'une revue agréable à lire répondant à la nécessité d'ouvrir le débat sur l'actualité de la démarche/réflexion libertaire dans le monde actuel. Mais ces individus, nous ne pouvons les joindre que par vous qui connaissez déjà Agora. Ce n'est qu'à travers votre intérêt à développer l'audience d'Agora qu'il pourra vivre et ainsi élargir le champ de ses amis/supporters.

lecteur,
es-tu las ?

PRINTEMPS 1980. Le numéro un d'Agora voit le jour : « nous croyons moins à la possibilité de notre entreprise qu'à sa nécessité ». Nous étions alors quatre personnes à « investir dans l'espoir », dans ces 52 pages maladroitement ronéotées. Nous faisons circuler ces « informations libertaires internationales » pour témoigner du temps et des pensées, de l'espace et des pratiques ». Cela fera bientôt 5 ans et 23 numéros parus. Avec beaucoup de mouvements.

Nous sommes aujourd'hui dix personnes ; Agora est devenu, sans doute, l'une des plus belles publications du mouvement, son contenu a changé, s'est diversifié, l'international n'est plus qu'une rubrique parmi les autres. Culture, social, dossiers... ont fait leur apparition. La revue fait feu de tout sujet. Et en faisant le point sur ces cinq années d'activité, ces 1 000 pages imprimées, on s'aperçoit que, tout doucement, Agora a déjà gagné plusieurs paris. Celui d'une revue libertaire nationale publiée en province. D'une parution régulière et d'une croissance, lente mais sans interruption. Le seul appel à l'argent, à la solidarité a été entendu : « un local pour Agora », voilà maintenant deux ans que les lecteurs nous l'ont offert. Enfin, Agora est aujourd'hui connu et reconnu. Sa qualité technique ou la façon qu'il a d'aborder les problèmes, ont influencé pas mal de journaux de mouvements. Bien sûr, tout n'est pas parfait. Mais, avouez qu'il serait dommage que cette expérience en reste là. Que ces cinq ans d'activité passent à l'histoire comme un simple témoignage, nous ne pouvons nous y résoudre facilement. Construire un outil, le mettre au point, puis s'en débarrasser, ce ne serait pas très logique. Qu'en pensez-vous ?



de soutien par abonné, et Agora reparaît. enjeu important. Quitte ou double ?

DOMMAGE. Automne 84 : Agora n'est pas au rendez-vous de la rentrée. La faute à un Big Brother facétieux ? à des lecteurs à l'élégante négligence ? à une équipe sans le sou ? Rayez la mention inutile. Et pourtant ce numéro était prêt. Pour vous donner quelques remords, voici ce que vous auriez pu lire si tout s'était bien passé. (PLEINS FEUX) : PCF, la chute ou le déclin ? (HEXAGONE) : Prisons, chronique de l'enfermement ; Fondation St-Simon : Le capitalisme soixante-huitard. (SANS FRONTIERES) : Les mineurs anglais en colère ; Guatemala : Coca-Cola en grève. (ARGUMENTS) : Lettin, le cinéma de la guérilla. (NOTRE MEMOIRE) : Naissance de la Première Internationale. (COPYRIGHT) : Paroles d'anarcho-punks. Des pluies de (GRAFFITOS), de livres, de communiqués et de bien d'autres choses encore. Pour la rentrée, c'est fini. Agora fait silence. Mais vous pouvez lui redonner la parole dès cet hiver. On n'attend que votre accord pour bâtir un nouvel Agora.



← dommage...

des coûts
et des
couleurs
←

ENIGME ? AGORA n'a pas de dettes. Mais il n'a plus un sou en poche. Pour sortir un numéro normal dans sa forme actuelle, il nous en coûte 15 000 F. Pas cher ? Non, pas cher, mais il faut savoir que les camarades qui réalisent techniquement Agora (composition, imprimerie, façonnage) nous font des tarifs plus que préférentiels. Nous ne saurions rencontrer ailleurs cette solidarité et cette amitié. Voilà pourquoi nous ne nous permettrons pas de ne pouvoir régler un numéro dès sa parution.

Aujourd'hui, Agora est tiré à environ 1200 exemplaires et compte quelque 300 abonnés. Ce n'est pas grand-chose. Fin du mythe d'Agora, revue à grand tirage. Le prix des fournitures augmentant beaucoup plus vite que le tarif des abonnements explique le vide de notre tire-lire. Alors, les choses sont simples, pour reparaître il faut remplir deux conditions : trouver l'argent du numéro à venir et équilibrer financièrement la revue en gagnant de nouveaux lecteurs.

- Si chaque abonné nous fait parvenir la modique somme de 67 francs, alors, non seulement Agora reparaît en décembre 84 (15 000 francs), mais cela nous donne une avance (5 000 francs) nous permettant une prospection importante de nouveaux lecteurs.

- Car pour que la revue ne soit plus en déficit, et en vendant l'exemplaire à 20 F, il nous faut trouver 750 acheteurs supplémentaires.

Un enjeu à deux chiffres : 67 F et 750 acheteurs. Une échéance pour les atteindre : le 15 novembre. Rien n'est impossible.

AGORA. Revue libertaire bimestrielle. **Correspondance** : AGORA. B.P. 1214, 31037 Toulouse Cedex. Tél. : (61) 59.24.01. **Prix du numéro** : 20 F. **Abonnement** : 5 numéros, 100 F ; Etranger, DOM-TOM, 110 F ; par avio. 130 F. **Abonnement de soutien** : 150 F et plus. **Pour tout verser** : AGORA, CCP 3.716-17 Y Toulouse. **Directeur de publication** : Solon Amoros. **Equipe de rédaction** : Tony Alvarez, Solon Amoros, Claude Ariso, Michel Auvray, Serge Etarcos, Juanito Marcos, Violette Marcos, Jean-Louis Nadar, Madi Nina, Marianne Salesses. **Composition** : SCOT Caractères. **Imprimerie** : SACCO. **Façonnage** : M.D.P. **Commission paritaire** : 62601. **ISSN** : 0245-3630. **Dépôt légal** : Septembre 1984.

UN numéro d'Agora, vous connaissez son prix de vente. Pour équilibrer le budget en tenant compte des abonnements déjà en cours, il faut en vendre un millier environ.

Il n'y a que trois solutions pour régler le problème, en plus de l'arrêt :

- On fabrique moins cher. En ronéo, ça serait joli... Nous on préférerait la formule Agora...

- On continue comme ça sans rien dire en accumulant du déficit et on appelle au secours une fois par an (souscription). Bien sûr, on est parfois obligés mais un tel fonctionnement est absurde. D'autant que déficit signifie manque de lecteurs et ça, ça veut dire soit qu'on est à côté de la plaque politiquement (à ce point-là, on serait vraiment des zombies) soit qu'on n'a pas fait le plein des lecteurs potentiels.

Et c'est ça la bonne solution :

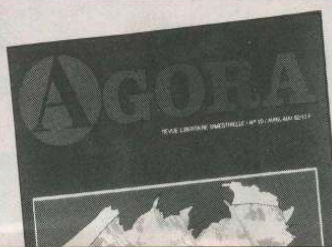
- Vendre suffisamment pour équilibrer les frais. Voilà l'objectif de ce 4 pages. Oui, bien sûr la période n'est pas vraiment la plus propice aux projets dynamiques et cotisateurs...

Mais il faut surtout se demander si nous avons fait tout ce qu'il fallait pour faire connaître Agora. Car enfin, 750 personnes qui s'abonnent ou achètent Agora, ça doit bien exister, non ? Ça serait désespérant, autrement...

Rendez-vous compte : pour régler le déficit accumulé et démarrer l'année avec les finances pour un numéro d'avance et la possibilité de toucher de nouveaux lecteurs, il faut : soit un effort des acheteurs actuels (toujours les mêmes qui tringuent) de l'ordre de 67 francs, soit que chacun d'entre eux fasse s'abonner d'autres personnes.

C'est pas le bout du monde, surtout quand on sait (ah ! les statistiques) que pour un numéro vendu, c'est 3 ou 4 qui le lisent en moyenne...

Alors, nous appelons à la délation : un tel lit Agora et le trouve sympa mais pas au point d'en acheter un entier, à lui et tout..., vite, son nom et son adresse et hop : magnanimes, on lui en envoie un gratos mais avec un joli bulletin d'abonnement et c'est bien le diable s'il n'a pas la lame à l'œil (sic) et le chéquier dégainé dans les 24 h... On peut croire à la réalité de ses désirs quand ils sont aussi terre-à-terre...



DES revues libertaires, anti-autoritaires, il n'en manque pas et toutes ont un rôle à jouer. Mais Agora c'est aussi autre chose : une originalité dans le mouvement pris dans son ensemble et sa diversité. Une volonté affirmée dès le premier numéro (« faire la peau au sectarisme ») et qui ne s'est pas démentie depuis. Pour atteindre cet objectif, il ne suffit pas d'éviter les coups bas du dogmatisme, il faut aussi savoir se tenir éloigné de la langue de bois, des tabous, des états d'âme et des slogans creux. Agora l'a tenté en ne considérant rien comme acquis et en se voulant en prise avec la réalité du monde où nous vivons. Les articles ne sont pas des tracts passés en fraude. Ils essaient chaque fois, dans leurs différences même, de mêler des données brutes des faits à la lecture libertaire qui peut en être faite. Variété des sujets abordés, car le monde à subvertir est de tous les lieux. Sérieux de l'information, car on ne peut se mentir à soi-même... Cela suffit-il pour faire une bonne revue, une revue utile ? Certes pas. Les yeux sont faits pour voir et la qualité technique est nécessaire pour convaincre. Alors, Agora a peu à peu amélioré sa présentation, pour se transformer en une carte de visite du mouvement libertaire, agréable à regarder, intéressante à lire. Bien sûr, nous sommes encore loin de ce que nous ambitionnons. Mais, dès à présent, nous pensons qu'Agora est devenue une publication qui peut intéresser beaucoup de monde, au-delà même du cercle malheureusement restreint des militants. Elle est indépendante mais pas désengagée. Elle veut renouer avec la politique en le sortant du ghetto où nous l'avions tous enfermé. Tels sont les enjeux de sa reparation. La condition en est qu'elle puisse vivre de ses propres ressources. Pas simple, ni facile. Mais possible et nécessaire. Aux lecteurs de le confirmer. Nous ne demandons aucun accord ni adhésion, mais le droit à l'expression, le nécessaire à la parole. Nous ne voulons pas que, dès l'hiver 84, la voix d'Agora puisse faire partie de notre passé.



← 67

✓ 750

← 59.24.01

QUI refuserait de donner une somme modique pour qu'une expérience originale ne disparaisse pas, pour qu'une voix libertaire ne se taise pas ? Personne ? Alors, comptons. Il faut à Agora 20 000 francs tout de suite de reparaître, augmenter son tirage et agrandir son cercle de lecteurs. Nous sommes 300 abonnés, donc 67 F chacun. Sans compter les autres centaines de lecteurs non-abonnés. 67 F ce n'est pas grand-chose, même pas le prix d'un livre. Mais, il faut faire vite pour éviter de perdre les acheteurs actuels par une trop longue non-parution. Trois cent fois 67 F pour qu'Agora ne se taise pas définitivement. C'est finalement vous qui allez décider de l'existence et donc de l'intérêt de cette publication. Quitte ou double ?

AGORA, vous le savez maintenant, est une revue à petit diffusion. Nous pensons, non seulement qu'elle mérite mieux, mais qu'un public plus important pourrait l'acheter et s'y retrouver. Encore faudrait-il que ce public en connaisse l'existence. Avec nos faibles moyens, pas question d'une vaste campagne publicitaire. Notre seule force, c'est vous : les lecteurs. Et c'est vous qui pouvez faire que cela change vraiment. Si chacun trouve deux ou trois nouveaux acheteurs pour Agora, le pari est gagné. Et tout le monde connaît dans son entourage, deux ou trois personnes qui seraient intéressées. Lire Agora ne suffit plus, il faut le faire connaître. C'est cet effort que nous vous demandons : abonnez-vous, faites abonner vos ami(e)s, envoyez-nous des adresses à qui nous feront gratuitement parvenir des exemplaires de notre revue. Un chiffre tout simple : 750 nouveaux acheteurs pour que revive Agora.

LORSQUE des revues comme la nôtre ont des difficultés, elles lancent une souscription. Rien d'original pour nous. Mais Agora est une revue libertaire et même dans cette passe difficile, elle entend le rester. D'abord et c'est logique, l'argent de la souscription sera bloqué. Si Agora, malgré tous nos efforts, ne reparaît pas cet hiver, les sommes versées seront retournées aux souscripteurs. Ensuite, nous avons pensé nécessaire que l'ensemble de nos lecteurs puisse vivre, contrôler et intervenir dans la bataille à mener et dans la décision qui sera prise. A partir de la date de publication de ce 4 pages d'appel et jusqu'au 15 novembre où sera prise la décision (reparaître ou disparaître), un répondeur automatique pourra d'une part recueillir vos messages, vos interventions, vos idées, vos avis... et, d'autre part vous tenir au courant, semaine après semaine, de l'écho rencontré par notre campagne. Au 16 (61) 59.24.01, Agora vous parle et vous lui parlez. Téléphonez-lui !

**LISEZ AGORA, B.P. 1214,
31037 TOULOUSE CEDEX**